

MONTREAL CAMPUS



UN ÉTUDIANT DÉNONCÉ FINIT ISOLÉ

UQAMP3

SOCIÉTÉ P7

Les religions en quête de rajeunissement

CULTURE P11

OnlyFans comme galerie d'arts virtuels

OPINION P15

Plaidoyer pour une langue inclusive

ÉDITORIAL

S.O.S GROUPES ÉTUDIANTS EN DÉTRESSE

Au cours des dernières années, les médias étudiants ont affronté de nombreux défis. Entre le manque de financement et une pandémie, ces institutions qui forment la relève ont vu des vertes et des pas mûres, mais elles ne sont pas les seules. D'autres groupes étudiants peinent aussi à rejoindre leur communauté après une année éloignée.

Depuis la rentrée en présentiel, le *Montréal Campus* vit une pénurie de collaborateurs et de collaboratrices. Les équipes de rédaction précédentes pouvaient compter sur environ quatre personnes par pupitre chaque session. Aujourd'hui, ce nombre a chuté de moitié. Qui sont ceux et celles qui manquent à l'appel ?

L'équipe actuelle s'est remise en question, et après mûre réflexion, est venue à un constat : nos journalistes absent(e)s sont ceux et celles qui ont vécu la pandémie de plein fouet. Ce sont ceux et celles qui se sont heurté(e)s à une première année universitaire à distance. En temps normal, ces journalistes en herbe formeraient le bassin expérimenté de notre journal, mais depuis la rentrée, peu ont osé plonger.

Il faut dire que les lancements, les 5 à 7 et les autres activités de la vie étudiante sont des ponts de communication importants. Une réalité que les groupes étudiants n'ont pas connue pendant l'année pandémique. Pourtant, c'est une partie essentielle à la connaissance de la vie étudiante uqamienne.

Besoin de renouveler

La présidente de l'agence de publicité de l'Université du Québec

à Montréal (UQAM), l'*Incubateur*, Noémie Trottier, abonde dans le même sens : « *Normalement on recrute des troisièmes et des deuxièmes années parce que ce sont ceux qui sont les plus expérimentés, mais là, on avait l'impression que nos deuxièmes années étaient plutôt des premières années, [...] ils ne savaient pas s'ils voulaient s'impliquer.* »

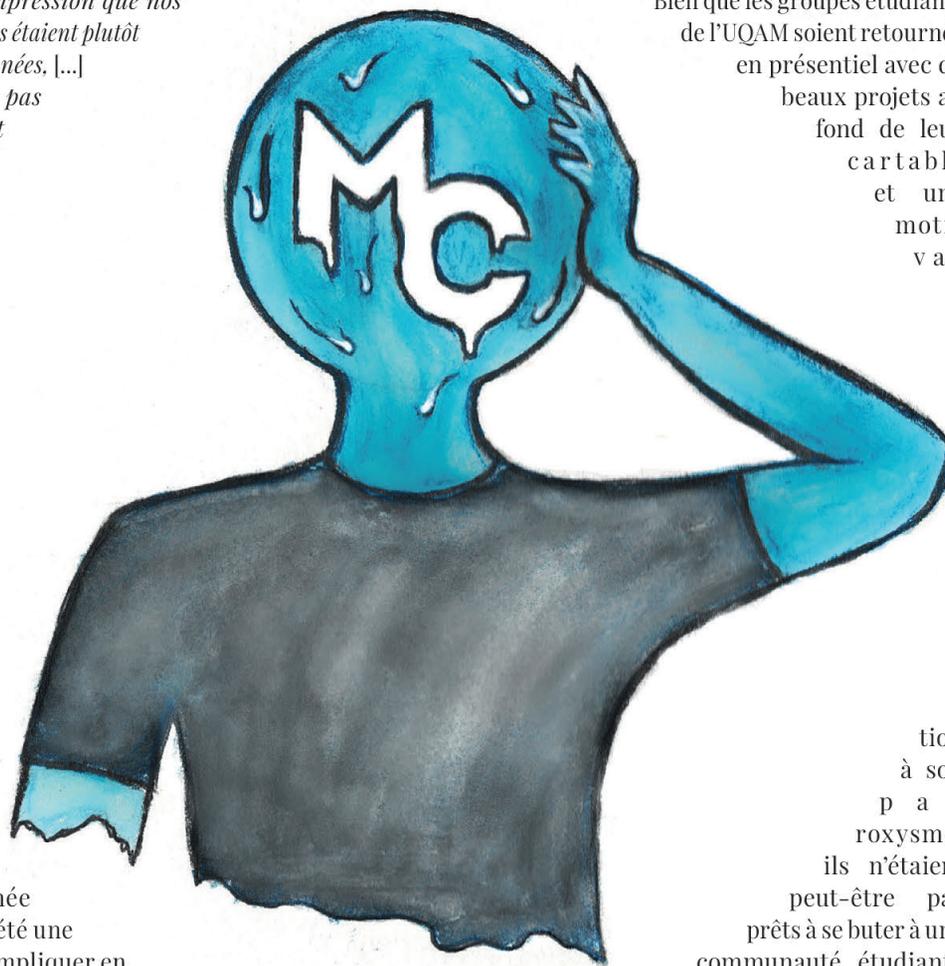
Pour ces étu-

diant(e)s fraîchement arrivé(e)s sur le campus, l'année pandémique a été une occasion de s'impliquer en dehors des médias étudiants. Alors qu'ils et elles n'ont pas eu une présentation en bonne et due forme de la panoplie d'implications étudiantes potentielles, certain(e)s sont allé(e)s chercher leur expérience professionnelle à l'extérieur du campus. Ce phénomène pourrait être directement lié à la connexion précaire qu'entretennent ces nouveaux uqamiens

ANDRÉA SPIRITO

et ces nouvelles uqamiennes avec leur vie étudiante.

Le secrétaire de l'Association



facul- taire étudiante de science politique et droit (AFESPED), Rémi Grenier, déplore ce phénomène : « *Il y a beaucoup d'étudiants qui sont prêts à faire des rencontres, qui viennent d'arriver à l'université [...] et il y a des 5 à 7 de proposés, mais c'est souvent à l'extérieur de l'UQAM parce que les réglementations sont plus souples.* » Le manque

d'activité sur le campus fragilise le lien entre les étudiant(e)s et leur vie parascolaire.

Une vie étudiante timide

Bien que les groupes étudiants de l'UQAM soient retournés en présentiel avec de beaux projets au fond de leur cartable et une motivation

étudiante envers la vie associative.

Rémi Grenier affirme que la pandémie n'a pas aidé les associations étudiantes puisque ces dernières enregistrent un faible taux de participation pendant les assemblées générales depuis le retour sur le campus. « *On a vraiment de la difficulté à atteindre le quorum, ça pouvait être le cas [avant la COVID-19], mais c'est pire maintenant* », regrette-t-il.

Pour les associations étudiantes, la communication interne entre les étudiant(e)s est une stratégie importante de rassemblement pour leurs assemblées générales. « *Avant la pandémie on disait souvent à nos amis "viens à l'assemblée générale!", ça se faisait du bouche à oreille mais [post-pandémie] les gens se connaissent moins* », explique Rémi Grenier.

Une motivation à toute épreuve

Même si ce début d'année scolaire a apporté son lot de nouveaux défis, il semblerait que le cœur des groupes étudiants de l'UQAM batte à l'unisson pour un même objectif : rendre la vie étudiante de nos pairs riche en expérience et inoubliable.

L'équipe en poste est consciente d'être dans une année de transition. Elle n'est pas prête à abandonner sa communauté étudiante, bien au contraire. Elle est décidée à continuer de faire briller les talents qui ornent les pages de ce journal et de donner l'espace à d'autres pour s'essayer. C'est la mission que s'était donnée le journal étudiant indépendant de l'UQAM il y a 42 ans. Une mission plus vraie que jamais. ♦

ILLUSTRATION : ÉDOUARD DESROCHES

Rédactrice en chef : Andréa Spirito | **Directrice de l'information :** Lyndie Julien | **Chef(fe)s du pupitre UQAM :** Marie-Soleil Lajeunesse et Benjamin Richer | **Société :** Sandrine Côté et Marc-Antoine Franco Rey | **Culture :** Laetitia Arnaud-Sicari et Roxanne Lachapelle | **Directeur et directrice artistique :** Édouard Desroches et Manon Touffet | **Vigies de la diversité et de l'inclusion :** Samira Ait Ali Kaci et Malika Alaoui | **Médias sociaux :** Élise Fiola | **Correctrices :** Anaïs Desjardins et Cheyenne Ogoyard | **Stagiaires :** Fannie Arcand et Augustin de Baudinière | **Impression :** Hebdo Litho | **Conception graphique :** Fernando Calderón et Vincent Lapointe | **Collaborateurs et collaboratrices :** Flavie Boivin-Côté, Violette Cantin, Anaïs Desjardins, Élise Fiola, Mia Gagné Vincent, Éloïse G. Lamothe, Olivier Larose, Sophie Mediavilla-Rivard et Antoine Pejot-Charrost.

Prière de recycler ce papier journal



PUBLICITÉ :
Accès média : 514.524.1182
info@accemedia.com
Dépot légal : Bibliothèque nationale du Québec- Bibliothèque nationale du Canada



est publié par les Éditions Montréal Campus inc.
CP. 8888 succ. Centre-Ville,
Montréal (QC) H3C 3P8
Téléphone : 514.987.7018

Suivez Montréal Campus sur le web
www.montrealcampus.ca
Courriel: redaction@montrealcampus.ca





INCONDUITES SEXUELLES

Un étudiant dénoncé finit isolé

Une cohorte d'étudiant(e)s exclut un de leurs pairs en raison des allégations portées contre lui

FANNIE ARCAND

Dans un groupe de première année à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), la présence d'un étudiant dénoncé pour inconduite sexuelle engendre un mouvement de contestation que l'Université peine à contenir.

En faisant défiler les noms de ses futur(e)s collègues du baccalauréat sur Facebook, Léa* s'arrête sur le nom de Mathias*, qui a étudié dans le même programme qu'elle au Cégep. Léa se rappelle de rumeurs à son sujet : Mathias aurait été dénoncé lors de la deuxième vague du mouvement #MoiAussi. Elle ignore toutefois le motif des dénonciations.

Les étudiantes du programme se rencontrent avant le début des cours. L'une d'elles envoie un message à tous les membres de la cohorte pour les aviser du malaise qu'elle et certaines de ses collègues ressentent à l'idée de travailler avec Mathias.

Le programme dont il est question est axé sur la performance artistique. « Notre formation, essentiellement, doit se passer dans l'écoute, la proximité et le respect », explique Marie*, une étudiante du programme.

Se débarrasser du problème

Dès le début des cours, des étudiant(e)s rencontrent la directrice du programme et rejoignent des intervenantes du Bureau d'intervention et de prévention en matière de harcèlement (BIPH) de l'UQAM, qui contactent Mathias. « Dès le début, on était en mode solution », soutient-il.

Ils et elles sont toutefois déçu(e)s de constater que ni le BIPH ni la direction ne peuvent expulser Mathias. « On s'est sentis trahis », témoigne Marie.

« L'Université ne peut pas suspendre ou exclure quelqu'un sans motifs, sans enquête, sans faits qui se sont produits chez nous, explique Maude Rousseau, directrice du BIPH. On n'intervient pas juste [à partir] d'un sentiment d'insécurité. »

La situation dégénère

Même si une part de la cohorte tente de composer avec la situation, une autre ignore déjà Mathias et refuse de travailler avec lui. Lors des présentations



MANON TOUFFET MONTRÉAL CAMPUS

Mathias a été dénoncé pour des inconduites sexuelles alors qu'il n'était pas encore rentré en première année à l'UQAM.

en classe, certains et certaines baissent les yeux et refusent de l'applaudir. « Il y a des gens qui ont pensé se retirer de la cohorte », confie Marie. D'autres encore se tiennent à l'écart de la situation.

Plus tard dans la session, trois étudiant(e)s font part à Mathias de leur malaise quant à sa présence. « Il a dit qu'il était là pour faire partie de la solution [...] qu'on pouvait faire nos fêtes et qu'il allait juste être là pour les cours », raconte David*, l'un des étudiants de la cohorte. Cette réponse est insuffisante pour le trio, qui blâme Mathias de ne pas comprendre leur malaise.

Mathias tente de les rassurer. « Ça fait [...] presque deux ans que je consulte un psychologue, que je vais chercher l'aide professionnelle dont j'ai besoin », déclare-t-il. Les trois étudiant(e)s ne changent toutefois pas d'avis.

David avoue qu'il ignore de quoi il est accusé. « Est-ce que j'ai besoin de savoir ce qu'il a fait pour que mon malaise soit justifié ? », se questionne-t-il.

Plus tard, la cohorte se réunit sans Mathias pour rédiger une lettre

à l'attention de la direction et du BIPH. Ils et elles y annoncent le boycottage de leur prochain cours et leur refus de travailler avec lui. Quelques étudiant(e)s choisissent de ne pas la signer.

Le lendemain, seul Mathias se présente au cours. À la demande du BIPH, il s'absente pour la semaine qui suit. Dès lors, il travaillera seul dans tous ses cours.

De l'huile sur le feu

Le BIPH organise ensuite une rencontre avec toute la cohorte, à l'exception de Mathias, afin de réduire les tensions. « Ça a rapidement pris la forme d'une thérapie de groupe [...] Il y a plusieurs personnes qui ont révélé des agressions sexuelles et des abus quand elles étaient enfants », rapporte Marie.

L'intervenante qui anime la discussion propose de planifier des rencontres individuelles aux étudiant(e)s. Or, très peu s'y inscrivent.

Au lieu de détendre l'atmosphère, la rencontre galvanise la cohorte. « Le groupe s'est resserré, [...] on s'est demandé quels moyens de pression on

pouvait mettre sur [Mathias] pour qu'il décide de quitter [le programme] par lui-même. [...] C'est là que je trouve que ça a tourné à l'intimidation », avoue Léa.

Quelques semaines plus tard, quand Mathias présente un projet devant le groupe, le quart de la classe, dont Léa et Marie, se lève et quitte la pièce. « Je me souviens à peine [d'avoir présenté], j'étais sous le choc », se rappelle Mathias.

Après le cours, deux étudiantes, dont Léa, viennent s'excuser auprès de lui. « Quand j'ai vu son état après que personne n'ait applaudi, j'ai ressenti tellement de culpabilité », raconte-t-elle.

Le bureau de la doyenne de leur faculté convoque ensuite quatre étudiant(e)s afin de leur remettre une lettre stipulant qu'ils et elles ont agi à l'encontre de la Charte des droits et responsabilités des étudiants et étudiantes de l'UQAM.

La lettre décrète que leurs comportements ont compromis le maintien d'un climat d'études sain et sécuritaire au sein de la cohorte, alimenté une situation d'exclusion et porté préjudice à un étudiant.

Même si les étudiant(e)s sont passibles d'une suspension de 20 jours, personne n'accepte de signer la lettre. Néanmoins, ils et elles acceptent de respecter la Charte.

Remises en question

Aujourd'hui, certain(e)s membres de la cohorte prennent du recul. « Peut-être qu'on est allés trop vite », admet David. Des médiations entre Mathias et des étudiant(e)s sont en cours avec le BIPH. « Je sais que ce ne seront pas mes amis et j'ai fait ce deuil-là. [...] Moi je veux étudier, c'est tout », confesse Mathias.

D'autres étudiant(e)s sont encore déterminé(e)s à trouver une issue, mais cette fois en dehors de l'UQAM. Quelques membres de la cohorte ont contacté des présumées victimes de Mathias pour les inviter à porter plainte au criminel.

« L'UQAM nous a dit qu'ils ne peuvent rien faire légalement pour nous, mais nous, on peut faire quelque chose en dehors de l'UQAM », conclut l'un des étudiants. 🗣️

*Prénoms fictifs pour préserver l'anonymat



VULGARISATION SCIENTIFIQUE



MANON TOUFFET MONTRÉAL CAMPUS

Le nombre de participant(e)s aux activités du Cœur des sciences a triplé depuis la dernière année.

Esprit de clocher

CHRONIQUE

« On ne veut pas de toi facho »

BENJAMIN RICHER

Bien connu dans la sphère médiatique pour ses idées de droite, Philippe Lorange s'est fait montrer la porte lors d'une soirée de l'Association étudiante des études avancées en sociologie (AÉÉAS) cet automne. Ce genre d'événement dévalorise le débat et remet une fois de plus la liberté universitaire sous les feux de la rampe. L'étudiant à la maîtrise en sociologie s'apparente aux Richard Martineau et autres Mathieu Bock-Côté de ce monde. Sans surprise, son accueil n'a pas été très chaleureux lors de la soirée de l'AÉÉAS le 28 octobre dernier.

À son arrivée dans un bar de la rue Saint-Denis, il commence à discuter avec des étudiants et des étudiantes. L'échange tourne en un débat sur les valeurs québécoises, où Philippe Lorange ne manque pas de donner son opinion sans détour. La discussion reste cordiale, selon ses dires, même si l'homme en face de lui juge ses propos comme étant inacceptables.

Plus tard dans la soirée, il se fait interpeller par une étudiante qui lui somme de quitter le bar. « Nous, les fascistes, on n'en veut pas », aurait-elle lancé. « On a conclu que j'étais irrécusable », raconte Philippe Lorange.

Qu'on soit d'accord ou non avec ses opinions, le traiter de fasciste est exagéré et l'exclure d'une fête ne fait aucunement avancer le débat. Un fossé se creuse entre deux parties de la population et, pourtant, l'université devrait être ce terrain neutre, où tous et toutes peuvent s'exprimer dans le respect.

Ce genre d'événement ne fait qu'alimenter des préjugés sur la communauté étudiante et, dans ce cas, spécifiquement sur l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

Philippe Lorange n'a d'ailleurs pas manqué de le faire dans une première publication sur les réseaux sociaux, quatre jours après la soirée, ainsi que sur les ondes de *Qub Radio*, où il décrit les associations étudiantes de l'UQAM comme étant le « quartier général du "wokisme" ».

Le terme « woke » – soit le fait d'être conscient(e)s des enjeux de justice sociale comme la lutte anti-raciste, le sexisme et la stigmatisation des personnes LGBTQ+ – est devenu l'expression fétiche des commentateurs de droite pour

mépriser les idées progressistes. Ils associent ce courant à la « cancel culture » ou culture de l'annulation.

Les étudiants et les étudiantes de l'UQAM sont probablement plus à gauche, mais de là à dire qu'ils ou elles mènent une lutte pour la censure est tiré par les cheveux. Ce courant de la « cancel culture » existe, certes, mais il n'est pas aussi généralisé que le prétend Philippe Lorange.

Dans une lettre adressée à ses membres, et dont le Montréal Campus a eu une copie, l'AÉÉAS dément les propos de l'étudiant, en spécifiant qu'il n'a aucunement été banni. « Nous dénonçons une manœuvre qui s'apparente à l'instrumentalisation d'un simple différend avec une autre membre à des fins idéologiques », déplore l'Association.

Elle ajoute que la diversité des points de vue, lorsque ceux-ci ne portent pas atteinte à des personnes sur la base de motifs d'oppression, est accueillie. Le comité exécutif condamne d'ailleurs l'emploi du mot en N par Philippe Lorange pour parler de la liberté d'expression dans le monde universitaire lors de ses interventions médiatiques en lien avec ladite soirée.

Même si cette histoire n'est peut-être qu'un cas isolé, la multiplication d'événements similaires dans les universités reste inquiétante.

Un comité d'expert, créé à la suite de la controverse à l'Université d'Ottawa afin de faire la lumière sur l'état de la liberté universitaire au Québec, a révélé cet été que la majorité des membres du corps professoral pratiquent l'autocensure. La commission devrait remettre son rapport d'ici le temps des fêtes.

Rachad Antonius, professeur retraité du département de sociologie de l'UQAM, craint des dérives comme celles-ci dans les établissements d'enseignement supérieur. « À l'université, il faut que les idées se confrontent. Il faut être prêt à entendre des choses qu'on n'aime pas et développer des argumentations contre celles-ci », soutient-il.

Lorsqu'un événement comme celui-ci arrive, en tant que membres de la communauté étudiante, il faut se remettre en question sur sa propre ouverture aux idées contraires. L'université ne doit pas devenir une chambre d'échos. ❖

Parler des sciences à cœur ouvert

OLIVIER LAROSE

Quinze ans après sa fondation, le Cœur des sciences de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) n'a jamais connu un aussi fort taux de participation à ses activités. Avec la pandémie, le centre est devenu une référence pour les personnes qui ont soif d'actualité scientifique.

Au cours de la dernière année, le nombre de participant(e)s aux activités du Cœur des sciences a triplé, passant de 20 000 à 60 000. Ses activités, qui visent à développer et à promouvoir la culture scientifique, s'adressent tant au grand public qu'aux élèves du secondaire.

Sa directrice, Stéphan Chaix, admet que la pandémie a été une opportunité de croissance pour le centre. Les conférences permettaient de répondre aux questions des gens à propos de la pandémie. « Tout d'un coup, on ne rejoignait pas juste les personnes du grand Montréal, mais des personnes partout au Québec », se réjouit-elle.

Benoit Barbeau, professeur au département des sciences biologiques de l'UQAM, a animé plusieurs conférences concernant la COVID-19. Il a vulgarisé au grand public ce qu'est un virus, en expliquant ses mécanismes d'action à partir d'exemples de la vie courante. « Il y avait une difficulté à savoir ce qu'était un virus [...] donc en [créant] un parallèle avec la situation que la population vit, ça pouvait faciliter la compréhension », précise-t-il.

Par ailleurs, le Cœur des sciences a organisé, le 13 mai dernier, une visite guidée des

laboratoires de Benoit Barbeau et son collègue Steve Bourgault, professeur au département de chimie de l'UQAM. « Ce qu'on essaie de faire comprendre aux élèves du secondaire qui souhaitent faire des études supérieures en sciences biomédicales, c'est que l'UQAM est la meilleure option. On essaie de montrer à la population comment on travaille », avance M. Barbeau.

Anaïs Kerric, étudiante au doctorat en biologie à l'UQAM, a participé à plusieurs conférences du Cœur des sciences. « Je trouve que c'est un pont nécessaire entre la communauté scientifique et le grand public afin de rendre la science plus accessible à tout le monde », considère-t-elle. L'étudiante apprécie d'autant plus les interactions entre le public et les conférenciers et les conférencières à la fin des présentations, où il est possible de leur poser des questions.

Stéphan Chaix indique que le centre tente d'être le plus original possible afin d'outiller le grand public en matière d'actualité scientifique. Près de 300 activités sont organisées chaque année et leurs conférences en ligne sont toutes disponibles en rediffusion sur Youtube.

Démystifier la science

Des types de roches aux espèces de plantes, en passant par la faune urbaine, les rues et les espaces verts de Montréal débordent de richesses scientifiques. Le Cœur des sciences propose de les découvrir grâce à des promenades à travers la Ville, animées par des étudiant(e)s à la maîtrise ou au doctorat à l'UQAM.

Vanessa Di Maurizio, étudiante à la maîtrise en biologie

de l'UQAM, anime des Sprints en lien avec l'écologie végétale et urbaine depuis septembre dernier. « J'aurais aimé avoir ce genre de conférence pendant mes études au secondaire », indique-t-elle.

Pour Vanessa, transmettre ses connaissances à des jeunes de 12 à 17 ans lui permet de sortir de son champ d'études. « Lorsque tu travailles dans un laboratoire, tu te questionnes sur une chose spécifique, mais quand tu animes des Sprints, ça te permet d'étendre ton domaine d'expertise », raconte l'étudiante à la maîtrise.

Un intérêt grandissant

La directrice du baccalauréat en biologie en apprentissage par problèmes, Tatiana Scorza, affirme que cet automne, le programme a connu une hausse de 20 % d'inscriptions comparativement aux années 2020 et 2019.

Hiba Qchiqach, une étudiante ayant commencé ce baccalauréat cet hiver, explique qu'il n'y a pas si longtemps, elle ne connaissait rien à la biologie. La pandémie de COVID-19 l'a intriguée et comme plusieurs autres personnes de son programme, elle souhaitait en apprendre davantage. « En faisant mes cours et mon stage, j'ai compris que la microbiologie, c'est incroyable. C'est un monde parallèle au nôtre et c'est ça que j'adore », s'exclame-t-elle.

L'engouement pour les activités du Cœur des sciences semble se transposer aux programmes universitaires de l'UQAM.

La croyance populaire selon laquelle l'Université est un second choix dans le domaine des sciences, n'est plus qu'un mythe pour Stéphan Chaix. ☺

VIE ÉTUDIANTE

L'UQAM fait ses grands adieux au « Départ »

ANTOINE PEJOT-CHARROST

Situé en plein cœur du campus de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), dans le pavillon Hubert-Aquin, le bar Le Département était l'un des lieux de regroupement les plus prisés par la communauté étudiante. Depuis sa fermeture en mars 2020, un service de bar mobile a été mis en place, mais celui-ci ne fait pas l'unanimité.

Avec la réouverture des bars et des restaurants partout au Québec, les membres de la communauté étudiante de l'UQAM pouvaient s'attendre à ce que Le Département, aussi appelé « Le Départ », revoye le jour. La pandémie a toutefois eu raison de lui.

Contrairement aux nouveaux membres de la communauté universitaire, la finissante au baccalauréat en communication (création médias - télévision) Laurianne Jacques a eu la chance de connaître l'endroit. « Ça fait grandement partie de mes bons souvenirs à l'UQAM pré-COVID, c'était vraiment l'endroit de prédilection pour les projets [d'équipe] », raconte-t-elle.

Désormais, les étudiants et les étudiantes doivent se tourner vers les bars autour du campus, où les produits sont plus chers. « Même si on a beaucoup de bars près de l'UQAM, ce ne sera jamais la même chose. Le « Départ » était dans l'Université. [C'était] beaucoup plus pratique pour aller passer une soirée là ou juste pour prendre une bière [après

les cours] », explique Laurianne. Étudiant au baccalauréat en travail social, Patrick Belzile a connu le bar alors qu'il était toujours au Cégep. Il se rappelle les soirées de la Ligue d'improvisation centrale de l'UQAM (LicUQAM) qui se déroulaient au bar chaque vendredi soir.

Aujourd'hui, il considère que « ça manque à la vie étudiante de l'UQAM. On a appris, avec l'école à la maison, à quel point la dimension sociale du passage universitaire est importante ». Selon l'étudiant, un lieu qui favorise l'échange et la rencontre, comme c'était le cas au Département, enrichit l'expérience universitaire.

Des emplois qui s'envolent

Katia Ranger travaillait au Département avant sa fermeture. Pour l'étudiante au baccalauréat en communication (stratégies de production culturelles et médiatiques), c'était une expérience mémorable. « J'allais au Département [pour] y travailler et j'y allais tout autant en dehors de mes heures de travail », indique-t-elle.

Pour Katia, « le fait que c'était facile de se rendre à notre quart [de travail] après les cours » faisait toute la différence. « Souvent, mes ami(e)s me suivaient pour mon quart. On créait aussi des liens avec les clients réguliers qu'on croisait dans les corridors entre deux cours, ce qui créait un sentiment d'appartenance à notre établissement scolaire », se souvient-elle.

L'étudiante affirme aujourd'hui que si le bar devait rouvrir, elle

proposerait sa candidature pour y travailler sans hésiter.

« On créait aussi des liens avec les clients réguliers qu'on croisait [...] entre deux cours. »

Katia Ranger,
ancienne employée du bar Le Département

Un projet qui divise

La directrice des relations de presse de l'UQAM, Jenny Desrochers, explique que la fermeture du bar s'inscrit dans le cadre « d'un projet de rehaussement des espaces autour de la bibliothèque [du pavillon Hubert-Aquin] pour répondre aux souhaits des personnes étudiantes d'accéder à davantage de lieux pour échanger et étudier ».

Le Département sera converti en un lieu multifonctionnel qui pourra également être réservé pour des activités spéciales avec ou sans bar. « Un bar mobile de Traiteur UQAM sera en effet disponible sur réservation pour divers événements », précise Jenny Desrochers.

Pour Laurianne Jacques, qui est aussi la responsable aux communications internes de l'Association générale des étudiants en communication (AGEC) de l'UQAM, ce projet de rénovation « a l'air bien compliqué », en plus de « [porter] à confusion ».

Organiser des événements impliquant de l'alcool à l'UQAM risque d'être plus difficile pour les associations et les groupes étudiants. « [L'idée] d'avoir la possibilité d'un genre de bar qu'on peut réserver pour des événements est cool, mais honnêtement on nous a dit que c'était pratiquement impossible [en raison de la situation sanitaire] d'organiser des fêtes impliquant de l'alcool à l'UQAM », explique-t-elle.

Même si la vie revenait un jour à la normale, les étudiants et les étudiantes de l'UQAM peuvent dire adieu à un bar situé sur le campus, du moins pour l'instant. ☹️

Esprit de clocher

CHRONIQUE

Le labyrinthe des services uqamiens

MARIE-SOLEIL LAJEUNESSE

Pendant mes études collégiales, une plateforme mobile me permettait d'accéder à mon horaire, ma boîte de courriel scolaire, mes documents de cours et mes notes d'évaluation. Pourtant, force est de constater que ce type d'application n'existe pas à l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

En fait, il existe une application mobile qui regroupe la plupart des services de l'UQAM. Nommée UQAM app, elle a été créée en 2015 par Vincent de Lafontaine, un ancien étudiant du baccalauréat en informatique et génie logiciel à l'UQAM. « [Le but], c'était d'avoir le courriel étudiant à la même place que les données du Portail étudiant et de Moodle », souligne-t-il.

Toutefois, l'idée d'investir pour une application mobile n'est pas dans la longue liste des priorités des Services informatiques de l'UQAM à court terme. Si bien qu'elle refuse de prendre en charge l'application qui existe déjà.

Conscient du travail derrière un tel projet, Vincent continue de développer seul son application. « J'aimerais améliorer ma plateforme [avec une messagerie, un mur de publications et une carte du campus en réalité virtuelle], mais j'ai [aussi] un travail et une carrière. J'ai un système de donations [sur UQAM app], mais je ne peux pas vivre juste de ça », admet-il.

L'ancien étudiant est tout de même prêt à donner son application à l'Université, qui n'aurait qu'à en faire l'entretien. « Quand on parle de plateforme mobile, il y a un certain nombre d'éléments à tenir en compte. Le premier élément est le développement, mais il y a aussi la maintenance et le soutien, tant du point de vue des usagers qui vont l'utiliser que de celui des plateformes qui vont supporter l'application », indique le vice-recteur aux Systèmes d'information de l'UQAM, Louis-Sébastien Guimond.

À l'heure actuelle, l'UQAM regroupe toutes les ressources pour les étudiant(e)s sur son site Internet. D'un ordinateur portable à un appareil mobile en passant par une tablette tactile, la procédure pour parvenir aux services et aux plateformes numériques d'apprentissage

de l'UQAM se fait de la même façon.

Un onglet nommé « Étudiant » permet de rediriger les utilisateurs et les utilisatrices vers certaines sections du site ou d'autres pages web. Comme les 12 travaux d'Astérix, la démarche à suivre n'est pas toujours simple.

L'UQAM préfère miser sur le développement des systèmes informatiques reliés aux ressources, comme Microsoft et Moodle. Elle opte aussi pour l'adaptation de ses systèmes selon les formats des différents appareils électroniques.

« La raison pour laquelle on ferait [une application mobile], c'est pour utiliser des fonctionnalités spécifiques qui requièrent un appareil mobile, comme les notifications et les données de positionnement. [...] Mais on ne va pas juste créer une application pour avoir une application », explique Louis-Sébastien Guimond.

L'idée de faciliter sans détours l'accès aux services et aux plateformes pourrait éventuellement devenir un projet pour les Services informatiques de l'UQAM. Ainsi, est-ce que la création d'une application mobile peut être la solution à cette amélioration?

Au moment où plusieurs grandes entreprises créent elles-mêmes leurs propres applications pour rejoindre une plus grande clientèle, l'UQAM semble être freinée par la gestion et la pérennité d'un tel projet.

Cette situation n'est pas spécifique à l'UQAM : plusieurs autres universités québécoises, comme l'Université de Sherbrooke et l'Université du Québec à Trois-Rivières, n'ont aucune application mobile.

D'autres établissements universitaires, tels que l'Université Concordia et l'Université McGill, se sont dépêchés de mettre en place des plateformes mobiles. L'Université de Montréal a récemment rejoint ce rang en présentant Studium mobile.

Sachant que les prochaines générations deviendront plus habiles sur le plan numérique, plusieurs universités devront s'adapter aux nouvelles habitudes de la communauté étudiante. Le développement des applications mobiles pourrait alors influencer le choix d'établissement universitaire des nouveaux étudiants et des nouvelles étudiantes potentiel(le)s. ❖



ÉDOUARD DESROCHES MONTRÉAL CAMPUS

La fermeture du Département oblige la communauté étudiante à fréquenter des bars à l'extérieur du campus.



INSCRIPTIONS

Le déclin de l'empire uqamien

La baisse de l'effectif étudiant témoigne de la fragilité de l'Université par rapport à ses concurrents

ANAÏS DESJARDINS

Si la majorité des universités au Québec ont connu une hausse d'inscriptions cet automne, l'Université du Québec à Montréal (UQAM) fait exception à la règle : elle enregistre une baisse de 8 % d'inscriptions au premier cycle. Plusieurs raisons, dont l'enseignement à distance, pourraient expliquer cette chute.

Comme l'indique le directeur du Bureau d'évaluation et d'analyses financières de l'UQAM, Antoine Goutier, l'Université a connu une hausse importante d'inscriptions au premier cycle dans les programmes « près du marché du travail » l'an dernier. « *Durant une situation économique difficile, les gens ont tendance à retourner aux études pour se perfectionner et l'UQAM est historiquement plus sensible que d'autres établissements à ce type de phénomène* », explique-t-il.

Ainsi, plusieurs étudiants et étudiantes inscrit(e)s dans les programmes en administration ou encore dans les certificats seraient retourné(e)s sur le marché du travail cette année. En effet, selon les chiffres de l'UQAM, la cohorte de l'an dernier a quitté l'Université de manière plus importante que les autres. Bien que ce phénomène ne soit pas propre à l'UQAM, elle est plus touchée que les autres universités.

Ces étudiants et ces étudiantes devraient toutefois se réinscrire au cours des prochaines sessions, d'après M. Goutier. D'ailleurs, davantage de personnes ont demandé des reports d'admission.

Il reste que des facultés ont été moins affectées par la baisse d'inscriptions, comme celles de communication, d'éducation et de sexologie.

Une année en ligne mal vécue

Si des étudiants et des étudiantes sont retourné(e)s sur le marché du travail, d'autres, comme Rosalie Charbonneau, ont quitté l'UQAM pour aller dans une autre université en raison de l'enseignement reçu l'année dernière. Elle étudie désormais en droit à l'Université de Montréal (UdeM).

Elle a pu constater qu'elle n'est pas la seule à avoir eu cette envie. « *Dans un groupe Facebook, quelqu'un avait demandé la Cote z*



MANON TOUFFET MONTRÉAL CAMPUS

La diminution d'inscriptions pourrait influencer le nombre de cours optionnels et bisannuels offerts à l'UQAM au cours des prochaines sessions, selon Olivier Aubry, président du Syndicat des professeures et des professeurs enseignants de l'UQAM (SPPEUQAM).

[nécessaire] pour être transféré de l'UQAM à l'UdeM en droit et j'avais répondu. Après, quatre personnes m'avaient envoyé des messages privés pour me demander plus d'infos », se remémore-t-elle.

Antoine Goutier croit que d'autres membres de la communauté étudiante ont retardé leur parcours en raison de l'épuisement lié à l'enseignement à distance. De mauvaises expériences vécues lors des quatre sessions en ligne ont pu amplifier la baisse d'inscriptions cet automne, malgré le retour en présentiel.

« *Les cours donnés en ligne n'étaient pas de qualité. [...] Un cours en ligne est scénarisé, et les examens, les exercices et la façon dont la matière est enseignée sont prévus en fonction, [mais] ça coûte plus de ressources* », explique Olivier Aubry, président du Syndicat des professeures et des professeurs enseignants de l'UQAM (SPPEUQAM).

Ce dernier, qui est aussi chargé de cours au Département de sciences biologiques, souligne que les cours magistraux en ligne requièrent une attention assidue et ainsi, le mode d'apprentissage doit s'adapter en étant, par exemple,

plus participatif ou plus dynamique.

Selon lui, l'UQAM doit avoir « *une vision sur le développement de l'enseignement en ligne* » pour assurer une meilleure qualité des cours offerts, comme c'est le cas dans d'autres universités.

D'ailleurs, des universités qui offraient déjà des cours en ligne avant la pandémie n'ont pas eu de baisse de leur effectif étudiant. « *L'Université TÉLUQ a connu une augmentation au premier cycle de 18 % cette année et les universités [comme l'Université Laval et l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue] qui ont misé sur les cours en ligne ont aussi connu une hausse d'inscriptions* », souligne Antoine Goutier.

Impacts sur l'UQAM

Les études aux deuxième et troisième cycles sont épargnées, et leurs inscriptions sont même en hausse. Cependant, celles-ci ne peuvent pas compenser les impacts considérables de la baisse de l'effectif étudiant dans les programmes de premier cycle sur les revenus de l'UQAM — les universités sont en partie financées en fonction de leur nombre d'étudiant(e)s en

équivalence au temps plein.

L'administration de l'UQAM soutient que les conditions d'enseignement et d'apprentissage devraient rester les mêmes. Selon Antoine Goutier, la direction ne souhaite pas faire de coupes à court terme et veut prendre en considération les suggestions d'initiatives de la communauté étudiante pour améliorer la qualité de l'enseignement.

Le président du SPPEUQAM, Olivier Aubry, craint tout de même une dynamique d'austérité au sein de l'Université, qui pourrait vouloir réduire ses coûts en augmentant le nombre d'étudiants et d'étudiantes dans les classes.

L'administration prévoit que la moyenne d'étudiant(e)s par cours sera équivalente à celle des années antérieures pour la session d'hiver à venir.

Cependant, pour M. Aubry, une perte de diversité de cours est à prévoir lors des prochaines sessions. Le manque de personnes intéressées pourrait empêcher la tenue de cours optionnels et certains cours bisannuels ne pourraient être disponibles qu'une fois par année.

À la quête de recrues

Face à cette baisse d'inscriptions, la directrice des relations de presse de l'UQAM, Jenny Desrochers, indique que le recrutement s'avère d'autant plus important. Les portes ouvertes hybrides de cette année ont connu un record de participation. L'UQAM a aussi lancé une campagne publicitaire intitulée *Au centre de tout*, qui la promeut au collégial.

Si l'UQAM ne peut compétitionner avec ses adversaires, comme l'Université de Montréal et l'Université McGill, elle doit miser sur les forces de certaines de ses facultés et arrêter de se comparer aux autres universités afin d'attirer les futur(e)s étudiant(e)s, selon Olivier Aubry.

Crée il y a un demi-siècle, l'UQAM avait comme vocation l'accession aux études supérieures des jeunes issu(e)s des classes francophones populaires, dont les parents étaient peu éduqués.

Aux yeux d'Antoine Goutier, la mission d'accessibilité demeure au cœur de l'Université : « *Je ne pense pas que l'UQAM changera sa vocation, mais elle peut ouvrir ses horizons* ».



SOCIÉTÉ

CROYANCES

Des religions en quête de rajeunissement

Bien que plusieurs jeunes soient en quête de spiritualité, leurs valeurs entrent en conflit avec celles des religions

VIOLETTE CANTIN

Les religions étant en déclin au Québec, plusieurs Églises se mobilisent pour offrir aux jeunes adultes des manières plus modernes de pratiquer leur foi, dans le but d'en assurer la pérennité.

Selon un récent sondage Léger-*Le Devoir*, 54 % de la population canadienne âgée de 18 à 34 ans dit ne pas croire en Dieu. Pour attirer ce groupe d'âge, plusieurs Églises ont fait le choix de se réinventer en offrant des services davantage adaptés aux valeurs de leurs jeunes fidèles.

La messe du dimanche matin en latin n'est plus la seule manière de pratiquer le christianisme. Bien que ce format traditionnel existe encore, de nouveaux modèles émergent afin d'attirer les jeunes. Organisant des concerts et encourageant ses membres à faire usage des réseaux sociaux, le regroupement d'Églises chrétiennes La Chapelle, basé à Montréal, en est un bon exemple.



ÉDOUARD DESROCHES, MONTRÉAL CAMPUS

Changer les perceptions

À l'Église Le Portail, à Laval, le pasteur Ralph Philemon a opté pour une formule tout aussi dynamique. « Chaque vendredi soir, on reçoit environ 90 jeunes de 18 à 35 ans pour une communion fraternelle. On a un moment de louanges avec un groupe de musique », raconte le pasteur.

Il dit constater que plusieurs jeunes adultes souffrent de solitude et voient cette activité du vendredi soir non seulement comme une activité religieuse, mais aussi comme une manière de briser l'isolement. « Les jeunes invitent leurs amis, des gens de leur classe à venir. Avant la pandémie, on aimait bien aller jouer à des jeux de société au pub Le Randolph », se remémore-t-il, un sourire dans la voix.

Lors de ces rencontres, la priorité du pasteur est de garantir, selon ses propres mots, « un vibe » jeunesse. « Il y a parfois des jeunes qui viennent et qui sont plus réticents, mais quand ils et elles voient que je suis habillé normalement et que j'amène le message biblique en fonction de leur réalité de jeune adulte, la réticence diminue », mentionne-t-il.

Les institutions religieuses tentent de porter des valeurs plus modernes et d'offrir de nouveaux services afin de rejoindre les jeunes.

Conflit de valeurs

De nombreuses institutions religieuses se réinventent, certes, mais pour plusieurs jeunes adultes, le défi avec la religion n'est pas tant dans la forme que dans le fond.

En effet, certaines valeurs traditionnellement soutenues par l'Église ne trouvent plus appui auprès d'une majorité de la population. Cette opposition peut susciter des questionnements chez des jeunes qui pratiquent le christianisme.

C'est le cas pour l'étudiante au baccalauréat en enseignement de la musique à l'Université Laval Bénédicte Gagnon. « Ce n'est pas toujours facile d'être chrétienne dans notre société actuelle, je sens beaucoup de jugement », souligne l'étudiante qui pratique le catholicisme depuis sa naissance. « C'est sûr que j'ai certaines valeurs concernant le mariage gai ou l'avortement qui sont moins acceptées socialement », relève-t-elle.

L'étudiante en médecine à l'Université de Montréal Isabelle Gravel ne voit pas exactement les choses du même œil. Chrétienne protestante depuis sa naissance,

elle est pro-choix et pro-mariage homosexuel. « Quand j'affirme ces positions, je parle en tant qu'individu qui a des valeurs, pas en tant que chrétienne », déclare-t-elle.

Elle constate d'ailleurs que peu de jeunes catholiques de son âge adhèrent à de telles positions. « Les valeurs au centre du christianisme sont l'amour et l'entraide. De plus en plus de gens se rendent compte que dans le contexte religieux, ces valeurs ont été utilisées pour ostraciser certains groupes, donc il y a un réveil qui se fait », note-t-elle.

Un constat auquel parvient également la professeure au département de sciences des religions de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), Stéphanie Tremblay.

« Dans les dernières études parues sur le sujet, on constate qu'il y a une résistance aux pratiques religieuses qui peuvent être perçues comme intégristes et qui mettent en péril les principes de dignité individuelle », analyse-t-elle.

L'étudiant en administration à l'UQAM, Mohamed*, originaire de la France, pratique quant à lui la religion musulmane. Il constate que le désir de se moderniser

est peu présent au sein de l'islam : « Dans notre religion, on dit que l'innovation est un égarement ».

Mohamed pratique la prière cinq fois par jour et effectue le jeûne du ramadan. Quant au droit à l'avortement et au mariage homosexuel, il explique que sa religion « ne l'approuve pas, mais le tolère ».

Renouveau spirituel

Pour Stéphanie Tremblay, la baisse de popularité de la religion chez les jeunes ne fait aucun doute. « On remarque que les jeunes ont pris une distance par rapport à l'héritage catholique historique. Ils et elles se sont individualisés », relève-t-elle.

Un désintéret envers la religion ne signifie cependant pas un désintéret envers la spiritualité, au contraire. « Les nouvelles générations s'intéressent aussi aux pratiques spirituelles : elles ne sont donc pas très différentes des générations précédentes en ce sens, mais elles épousent des valeurs très libérales, comme la liberté », explique la professeure.

L'étudiante Bénédicte Gagnon

ne se dit pas inquiète de cette baisse de popularité, et y voit même du positif. « Les gens qui sont là ne sont pas obligés d'y aller, donc ils sont là pour les bonnes raisons », croit-elle.

Le pasteur Ralph Philemon ne fait pas grand cas des statistiques lui non plus. « C'est peut-être bizarre à dire, mais je ne suis pas craintif. Je crois qu'on assiste à un regain de quête spirituelle qui mène vers la religion », mentionne-t-il. Selon le pasteur, la religion a les bras grands ouverts pour quiconque veut bien y adhérer.

Stéphanie Tremblay ajoute que de plus en plus d'Églises développent des services spécialisés pour des personnes migrantes, par exemple, ou encore membres de la communauté LGBTQ+. « Plusieurs personnes religieuses épousent des valeurs modernes », explique-t-elle.

Des valeurs modernes dans un cadre religieux : c'est l'avenue qu'emprunte un nombre grandissant d'Églises. Une tendance qui pourrait continuer d'attirer de jeunes fidèles dans les prochaines années. 

*Prénom fictif pour préserver l'anonymat



SOCIÉTÉ

PARENTALITÉ

Méfaits divers

CHRONIQUE

Un mode d'emploi social

MARC-ANTOINE FRANCO REY

Dès notre entrée à l'école, on nous apprend à lire, à écrire, à compter. On nous encourage à nommer nos émotions, sans pour autant chercher à les comprendre. Enseigner la psychologie aux enfants dès la maternelle aiderait pourtant à leur bien-être futur, bénéficiant par le fait même à la collectivité.

Introduire les bases de la psychologie, adaptées en fonction de la tranche d'âge du public visé, préparerait les jeunes à intégrer l'écoute et la compréhension de soi et des autres, ainsi que la communication. Des savoirs indispensables, qui leur seraient utiles toute leur vie.

Science de l'esprit et des comportements humains, la psychologie nous rejoint tous et toutes. « Même si le but est de comprendre les autres, on en apprend beaucoup sur soi aussi », fait valoir Alice Delisle, étudiante au baccalauréat en psychologie à l'Université de Montréal. Cela lui « permet de faire une introspection, de [s'] analyser, de comprendre d'où [ses] pensées viennent et pourquoi [on a] certains comportements », affirme-t-elle.

Ainsi, les élèves du primaire ou du secondaire pourraient, par exemple, se reconnaître au sein de l'apprentissage des mécanismes de défenses freudiens. Issus de la psychanalyse, ces procédés inconscients, tels que la projection, qui consiste à attribuer aux autres son propre ressenti, le refoulement, soit bloquer des émotions ou un souvenir désagréables pour se protéger, ou encore le déni, se reflètent dans nos agissements.

Alice Delisle ressent également les bénéfices de la psychologie dans ses relations. « Je sais qu'il y a des manières saines de parler aux gens. La psychologie [empêche] de tomber trop profondément dans les relations toxiques, [en traçant] des limites » partage-t-elle.

« La psychologie intéresse tous [les] âges, mais de façon différente, à des niveaux différents », explique Martine Lavallée, enseignante de psychologie au collégial depuis une quarantaine d'années. Les adolescents et les adolescentes cherchent par exemple à définir leur identité et à comprendre la

place qu'ils et elles occupent dans le monde.

Les troubles qui touchent particulièrement les adolescent(e)s sont peu abordés au secondaire, ou du moins en surface. Les interventions se contentent souvent d'illustrer le problème et de mettre en garde, sans creuser davantage.

Les figures d'autorité ne savent pas toujours comment aborder les troubles de santé mentale ou encore le suicide. Leur malaise, tangible, rend le dialogue difficile. Il est cependant essentiel de traiter ces enjeux tabous de front. L'absence de dialogue à leur sujet, contrairement à une croyance populaire, ne les fera pas disparaître. « Il faut vraiment essayer d'avoir une approche compréhensive [...], ouverte, sensible, empathique, dire que c'est normal d'avoir plus de difficulté avec sa santé mentale, mais qu'il y a des manières de s'en sortir », croit l'étudiante.

La psychologue Pauline Blanchet soutient que l'initiation à la psychologie devrait se faire dès la maternelle. « [Les enfants] n'auront pas à détruire pour reconstruire », assure-t-elle. Simplement les questionner sur leur réaction quant au temps qu'il fait pourrait semer en eux et elles la graine de l'identification des émotions, mais surtout de leur source.

Les enfants ont le droit d'être outillés quant au bien-être et à la santé mentale. À ce moment charnière de leur développement, où ils et elles bâtissent les fondements de leur identité, cela pourrait les guider vers un épanouissement futur. « C'est important le français, les mathématiques, tout ça, mais si on commençait à donner des notions sur la psychologie, justement sur l'estime de soi, ça aiderait tellement les enfants », présume Alice Delisle.

Pauline Blanchet est du même avis en ce qui concerne l'enseignement de la psychologie, peu importe l'âge. « Je pense que le monde serait beaucoup moins malade, il y aurait beaucoup moins de tristesse et de choses aberrantes qui se passent si les gens étaient capables de s'asseoir et de savoir où [ils et elles vont] », conclut la professeure de psychologie. ♦



Ces parents qui regrettent de l'être

ÉLOÏSE G. LAMOTHE

Rares sont les parents qui admettent regretter la venue au monde de leurs enfants ; la peur du jugement, par exemple, alimente ce tabou persistant. Lentement mais sûrement, certain(e)s tentent d'ouvrir le dialogue pour aborder l'indiscutable.

Béatrice*, 23 ans, est mère de jumeaux en bas âge. Bien qu'elle adore ses enfants, elle ne peut s'empêcher d'éprouver des regrets quant aux circonstances dans lesquelles elle les a eus. « Ce n'est pas que je n'aime pas mes garçons, mais si je pouvais refaire les choses autrement, je choiserais probablement d'attendre avant de les avoir. [...] C'est sûr que ça chamboule ta vie », partage-t-elle.

Béatrice n'est pas seule dans cette situation : de plus en plus de mères osent exprimer leurs regrets, selon le livre de la sociologue israélienne Orna Donath publié en 2015. Son étude *Le regret d'être mère* a été parmi les premiers à mettre en évidence la pression du rôle maternel et le dévouement attendu des femmes par le biais d'une enquête de terrain. Au cours de son travail, Mme Donath a interrogé 23 femmes âgées de 25 à 75 ans, toutes partageant le même sentiment : celui de ne pas être à la hauteur de leur parentalité.

« Dans la société en général, il y a une pression immense qui est [mise] sur la performance », explique la travailleuse sociale Roxanne Hardy,

qui a œuvré à la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ) pendant plusieurs années. « Ça peut devenir difficile de se sentir compétent, et ça peut amener des regrets », ajoute-t-elle.

Souvent, les attentes que les gens se créent à l'égard de la parentalité ne correspondent pas à la réalité. « Des fois, les parents se rendent compte que ça ne leur amène pas ce qu'ils pensaient. Un enfant, ça a des besoins, c'est un gros investissement de temps et d'énergie », raconte Roxanne Hardy.

Pour certains parents, c'est le nombre d'enfants qui engendre un sentiment d'amertume. « Après un troisième ou un quatrième, ils peuvent se sentir dépassés », relate Gérald Boutin, professeur au département d'éducation et de formation spécialisées de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et docteur en anthropologie et en psychopédagogie. « Le regret provient alors du fait qu'on doit consacrer beaucoup de temps aux enfants, alors qu'on pourrait utiliser ce temps-là pour faire autre chose », précise-t-il.

Le manque de compétences, les différends dans le couple ainsi que les difficultés financières sont aussi quelques-unes des raisons pouvant entraîner le regret d'avoir enfanté.

Un tabou qui perdure

Si de plus en plus d'études et d'essais sont publiés à ce sujet, les regrets parentaux restent toujours tabous aux yeux de la

3% à 20%

Des parents canadiens ont déjà ressentie des regrets en lien avec leur rôle.

majorité. Encore aujourd'hui, peu de parents osent exprimer leur contrariété d'avoir eu des enfants. « C'est extrêmement tabou, explique Roxanne Hardy. C'est quelque chose dont les parents ont honte, parce que c'est quand même un rôle social qui est valorisé, être parent, en 2021. »

La crainte du jugement des autres et le malaise entourant les accros familiaux contribuent aussi à ce silence sociétal. « J'ai l'impression qu'entre parents, on n'ose pas aborder ce sujet-là. Même si la plupart des gens ont des difficultés avec leurs enfants, personne ne va admettre de regretter. C'est un mot qui choque », raconte Béatrice.

C'est souvent cette illusion de perfection qui pousse les parents à taire leurs insécurités. « On voit la famille comme étant une oasis où l'on va se ressourcer [...] Alors que ce n'est pas toujours le cas », déclare le Dr Gérald Boutin. « Aucun enfant n'est parfait, et il ne faut pas hésiter à aller chercher de l'aide. »

Normaliser les regrets

Bien que les données explorant ce sujet soient rares, le regret d'avoir des enfants est un phénomène relativement commun. Au Canada, le taux de parents qui regrettent de l'être varie de 3 à 20% selon les études. « Quand tu es parent, tu veux montrer seulement les bons côtés de ta vie familiale. C'est rare que des parents disent ouvertement qu'ils ont de la misère avec leurs enfants. [...] Si c'était moins mal vu, c'est certain que les gens en parleraient plus », estime Béatrice.

Pour Roxanne Hardy, il est toutefois possible de renverser le statu quo et de briser les tabous entourant ce phénomène. « La première étape, c'est d'écouter, de ne pas juger. [...] C'est honteux comme discours, et il reste beaucoup de normalisation à faire par rapport à la parentalité », conclut-elle. ♦

*Prénom fictif pour préserver l'anonymat.



ÉDOUARD DESROCHES MONTRÉAL CAMPUS

Plusieurs parents ne se sentent pas à la hauteur de leur rôle et ont déjà éprouvé des regrets à un moment ou un autre.



SOCIÉTÉ

RELATIONS

L'amour au carré

Bien que les couples polyamoureux soient courants dans la société moderne, ils continuent malgré tout d'être stigmatisés

MIA GAGNÉ VINCENT

Au fur et à mesure que les mœurs changent, de plus en plus de jeunes remettent en question le modèle du couple monogame traditionnel ; certain(e)s explorent les relations polyamoureuses.

Léa Séguin, doctorante en sexologie à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et collaboratrice au *Club Sexu*, un média spécialisé en sexualité positive, définit le polyamour comme étant « une relation dans laquelle tous les partenaires sont ouverts à avoir des relations amoureuses et/ou sexuelles avec d'autres personnes ». Elle précise que la forme de relation polyamoureuse la plus répandue est celle en « V », c'est-à-dire une personne qui a deux partenaires sans que ceux-ci soient en relation amoureuse ensemble.

Toutefois, il est à noter que le polyamour peut prendre plusieurs formes. Le consentement éclairé de tous et de toutes les partenaires reste cependant un élément indispensable dans ce type de relation.

« Un déclic »

Pour Yannick Laterreur, la découverte du polyamour a été « un déclic », après qu'il ait vécu une relation monogame pendant dix ans. Pour l'étudiant au baccalauréat en sexologie à l'UQAM, le polyamour lui a permis de « redéfinir [ce qu'est] aimer ».

Ce type d'amour est pour lui « très libre de contraintes » et s'inscrit dans un état d'esprit de « non possessivité ». Il précise que ses relations avec ses différent(e)s partenaires ne sont pas que sexuelles. En effet, une grande amitié les lie les un(e)s aux autres. Ils et elles font souvent des activités ensemble.

L'une de ses partenaires, Audrey Querin-Laporte, étudiante au baccalauréat en travail social à l'UQAM, explique que le polyamour peut être vécu de différentes façons. Il et elle pratiquent pour leur part le polyamour « non hiérarchique ».

Audrey Querin-Laporte précise que, dans leur relation, il n'y a pas un ou une partenaire qui est plus important(e) que les autres. « Les besoins de tout le monde sont considérés de manière égale », précise-t-elle.



ÉDOUARD DESROCHES MONTRÉAL CAMPUS

Selon la professeure Stéphanie Pache, le modèle de relation polyamoureux adopte des valeurs plus contemporaines du couple.

Un modèle dépassé ?

Selon Milaine Alarie, chercheuse et professeure associée à l'Institut national de recherche scientifique (INRS), un quart des personnes âgées de 20 à 39 ans aurait vécu une relation non monogame consensuelle.

Stéphanie Pache, professeure en sociologie du genre et de la sexualité au département de sociologie de l'UQAM, explique qu'il y a plusieurs raisons à ce changement de paradigme en amour. Selon elle, les individus d'aujourd'hui entrent en relation amoureuse pour des raisons différentes de celles du passé. Auparavant, les gens formaient un couple pour des raisons économiques, notamment pour fonder une famille à laquelle léguer son patrimoine.

Les mœurs ont changé : les couples se forment en fonction des affinités, de la sexualité et de l'idéal romantique de chacun(e). « Il s'agit de trouver un(e) partenaire et d'avoir une relation épanouissante où l'on peut se développer. On parle aussi de relation saine [...], une série de qualificatifs qui [n'avaient] probablement aucun sens il y a quelques siècles », explique la professeure.

« Maintenant, on est en couple parce qu'on s'aime [...], pas par nécessité ou par structure sociale, c'est vraiment par désir », ajoute Léa Séguin.

Cette nouvelle tendance s'inscrit aussi dans des valeurs plus contemporaines, telles que la

déconstruction de l'hétéronormativité, entourant les mouvements féministes et LGBTQ+.

« On se rend compte qu'on peut faire ce qu'on veut, on n'est pas limité », résume-t-elle.

« Je ne ferais jamais ça »

La communauté polyamoureuse fait face à plusieurs préjugés quant à son mode de vie encore méconnu. Certaines personnes pensent, par exemple, que ce genre de relation est voué à l'échec, car la jalousie finira toujours pas l'emporter. Il s'agit d'un mythe, selon Léa Séguin, qui précise que la jalousie existe aussi dans les relations monogames.

Les adeptes du polyamour perçoivent plutôt la jalousie comme une opportunité de comprendre quel besoin n'a pas été comblé dans la relation.

Pour sa part, Yannick Laterreur remarque qu'encore aujourd'hui, la communauté polyamoureuse vit de la stigmatisation. Il prétend que, sans être méchantes, certaines personnes vont lui dire des choses comme « moi je ne ferais jamais ça », ou encore « ça doit être compliqué ».

Quant à elle, Audrey Querin-Laporte se réjouit lorsqu'il y a des gens qui s'intéressent à son expérience. « J'ai du plaisir à faire de la sensibilisation », affirme-t-elle.

« C'est un mode alternatif de relation qui n'est pas encore assez connu », conclut Yannick, et qui, selon la communauté polyamoureuse, gagnerait à l'être. ☺

Méfais divers

CHRONIQUE

Donnons la parole au désir

SANDRINE CÔTÉ

« Sans oui, c'est non! », a-t-on martelé – avec raison – lors du mouvement #MoiAussi, et d'autres vagues de dénonciations. Sur papier, le consentement sexuel ne devrait pas être plus compliqué. Pourtant, la réalité s'avère plus nuancée.

« Je n'en avais pas vraiment envie, mais... », « je voulais lui faire plaisir », « ça faisait déjà X fois que je refusais », « j'avais peur qu'il ou elle aille voir ailleurs », « on est en couple, il faut entretenir la flamme », « je ne voulais pas lui déplaire » : combien de femmes ai-je entendu ponctuer leurs récits sexuels de telles remarques ?

Nous sommes nombreux et nombreuses à avoir navigué dans cette zone grise où une relation sexuelle est reconnue comme consentie, sans pour autant être guidée par un véritable désir. Si elle n'est pas vécue comme une agression sexuelle, une telle expérience laisse tout de même un malaise palpable.

Cette zone grise de la sexualité défie cette idée reçue selon laquelle le consentement serait la traduction directe d'une envie sexuelle. Pourtant, désir et consentement ne sont pas équivalents.

« Plusieurs études [sociologiques] montrent que, dans la pratique, ce n'est pas parce qu'on a une compréhension de ce qu'est le consentement qu'on ne va pas consentir à des choses qui ne nous plaisent pas », fait remarquer Stéphanie Pache, professeure en sociologie du genre et de la sexualité à l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

Consentir à des relations sexuelles qui n'étaient pas a priori désirées n'est pas anecdotique. Ce phénomène bien documenté révèle que la sexualité des femmes est toujours sous l'emprise de normes de genre entretenues par le patriarcat qui peuvent empêcher un consentement libre et éclairé.

La sociologue Alexia Boucherie, autrice de l'ouvrage *Troubles dans le consentement*, a d'ailleurs mené une enquête empirique sur le sujet. Sur les 22 entretiens menés pour sa thèse, toutes les femmes interrogées avaient vécu au moins une relation sexuelle consentie, mais non désirée.

Le fait que ces zones grises du

consentement « se situent dans une sexualité dite routinisée, c'est-à-dire banalisée dans le quotidien des conjugalités, questionne la vision égalitaire qui, théoriquement, régit désormais les relations », avance-t-elle.

Si les hommes hétérosexuels estiment généralement que leurs pratiques sexuelles sont quasi exclusivement guidées par leurs désirs, les femmes, au contraire, sont beaucoup plus conscientes de l'obligation de la relation sexuelle qui peut se présenter dans leurs relations affectives, précise Stéphanie Pache.

« La division genrée du travail relationnel fait qu'il y a souvent une demande active de sexualité des hommes et une réponse passive des femmes. Ça fait partie de cette ancienne idée du devoir conjugal, qui existait auparavant dans la loi, [et] qui reste quand même dans les esprits », expose-t-elle.

Le consentement, aux contours floués par une relation inégalitaire entre les genres, ne peut plus être le seul élément d'arbitrage pour déterminer si des rapports sexuels sont bons ou mauvais, croit Stéphanie Pache. « C'est intéressant d'introduire la notion du désir [dans la discussion entourant le consentement], car elle pose la question plus largement du plaisir sexuel », souligne-t-elle.

Miser sur une éducation sexuelle outillant les femmes à mieux comprendre leurs besoins est essentiel. « Il y a une tendance plus développée à vouloir rendre service et à prendre soin de son partenaire du côté des femmes. Elles ont donc souvent peine à revendiquer [leur plaisir]. C'est vécu comme quelque chose d'égoïste. Alors que oui, le plaisir sexuel, c'est un peu égoïste ! », lance la sociologue en riant.

L'heure est venue de pousser notre réflexion collective sur le consentement : s'il est indispensable à toute relation sexuelle saine, le désir mérite aussi de faire invariablement partie de l'équation.

Pour éviter de se replonger dans des zones grises, passons d'abord en revue nos biographies sexuelles pour déconstruire les raisons pour lesquelles nous aurions consenti, par le passé, à des expériences qui n'étaient pas guidées par un désir incarné.

Si l'intime est politique, revendiquer son plaisir sexuel est une petite révolution. ❖



SOCIÉTÉ

HARCÈLEMENT

Quand les inconduites s'invitent à table

Le milieu de la restauration souffre du manque de réglementations pour protéger ses employé(e)s

FANNIE ARCAND

Dans le milieu de la restauration, les employé(e)s au service sont vulnérables au harcèlement et aux agressions sexuelles. L'omniprésence de l'alcool, le manque de réglementations et la culture de l'impunité dans le milieu composent un cocktail risqué pour les employé(e)s qui y goûtent.

« J'avais 17 ans et j'étais malheureuse, mais pas quand j'étais au travail. C'était vraiment mon échappatoire », se rappelle Rosalie*, 22 ans. À l'époque, elle travaillait comme aide-serveuse dans un restaurant branché de la région de Montréal depuis environ un an.

Un soir, après le service, Rosalie et une douzaine d'autres membres de l'équipe étaient réunis(e)s autour du bar. « Les clients étaient partis, mais Jeff était là. [...] C'était un client régulier, fin cinquantaine, début soixantaine, vraiment très gentil », se souvient-elle.

Jeff s'est mis à payer des verres aux employé(e)s, y compris à Rosalie : « Je n'étais pas habituée de boire à ce point-là », raconte la jeune femme. Après un moment, elle s'est levée pour aller à la salle de bain ; Jeff lui a emboîté le pas. À l'abri du regard des autres, Jeff l'a agressée.

Prétextant avoir ses règles, Rosalie s'est échappée et réfugiée dans la salle de bain. Quand Rosalie est finalement sortie, elle est allée voir son gérant, en qui elle avait confiance. « Je lui ai juste dit "Jeff", et il a tout de suite compris », se souvient-elle. Le propriétaire a immédiatement donné la facture au client et lui a dit de ne plus revenir.

« Fais juste l'ignorer »

Deux ans plus tard, le gérant du restaurant avait cédé sa place à une ancienne serveuse. C'est alors que Jeff a recommencé à fréquenter le restaurant régulièrement.

Un soir, Rosalie s'est assise avec sa gérante pour lui raconter ce qui s'était passé deux ans plus tôt, et lui demander son aide. « Je ne voulais plus qu'il vienne », dit-elle. La réaction de sa gérante s'est avérée loin de ce que Rosalie espérait. « Sa réponse a été : "Ben là ma chérie, quand ce gars-là vient,



ÉDOUARD DESROCHES MONTRÉAL CAMPUS

La présence d'alcool dans le milieu de la restauration favorise l'apparition de comportements inappropriés souvent banalisés

il dépense 200\$ par soir et il vient tout le temps. Fais juste l'ignorer », cite-t-elle. Rosalie a accepté cette décision à contrecœur, évitant Jeff lorsqu'il venait et refusant toujours de le servir.

La jeune femme garde un souvenir douloureux de la réaction de sa gérante. « Le fait qu'une femme ridiculise et minimise ce qui m'était arrivé, ça m'a vraiment choquée, et ça m'a fait de la peine », confie-t-elle.

Aujourd'hui, Rosalie déplore le fait qu'il existe peu de ressources pour les employé(e)s du milieu de la restauration. « Il n'y a pas de syndicat, pas de département de plaintes, pas de psychologue. [...] Personne n'est là pour nous protéger », dénonce-t-elle.

Un problème structurel

Noémie André, intervenante au Groupe d'aide et d'intervention sur le harcèlement sexuel au travail de la province de Québec (GAIHST), fait le même constat que Rosalie. « Dans le milieu de la restauration, les employés sont particulièrement vulnérables », explique-t-elle. Les horaires nocturnes, le rythme effréné du travail et la proximité aux client(e)s et le manque d'encadrement créent un contexte propice au harcèlement

et aux agressions sexuelles, d'après l'intervenante. Les abus peuvent provenir autant des client(e)s que d'autres employé(e)s.

« Personne n'est là pour nous protéger. »

Rosalie, aide-serveuse

La présence constante de l'alcool dans le milieu de la restauration est un facteur important, selon Noémie André. « Faire la fête, c'est toujours une partie de l'ambiance, donc les dérapages sont plus fréquents et souvent banalisés », ajoute-t-elle. C'est un problème que remarque également Rosalie. « On est souvent confrontés à des situations où les gens sont soûls. [...] Toutes les raisons sont bonnes pour boire juste un peu trop et dépasser les bornes », ajoute-t-elle.

D'après des statistiques fournies par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) concernant le milieu de la restauration, seulement 28 personnes auraient

formellement porté plainte pour harcèlement sexuel en 2020, contre 33 en 2019 et 19 en 2018. Dans le même milieu, seulement 10 lésions professionnelles pour agression sexuelle et viol ont été acceptées entre 2016 et 2020.

Conditions plus sécuritaires

Une solution peut être la syndicalisation, comme l'ont fait les restaurants tels que St-Hubert et Aux Vivres. « Ton syndicat est censé t'aider dans tes démarches et te représenter quand tu fais une plainte. [...] C'est une protection supplémentaire », explique Noémie André. Étant donné que les étapes pour porter plainte peuvent être difficiles, la présence d'un syndicat garantit un soutien et un accompagnement pour l'employé(e) qui décide d'entreprendre de telles démarches. Toutefois, le nombre de restaurants qui se tournent vers la syndicalisation est faible, au Québec comme ailleurs dans le monde.

Or, un syndicat ne règle pas tout en matière d'agressions et de harcèlements sexuels, d'après Noémie André. « Il y a certains problèmes qui relèvent beaucoup plus de questions d'éducation et de sensibilisation », souligne-t-elle.

L'intervenante ajoute que les gestionnaires de restaurants sont rarement formé(e)s pour répondre à ce genre de plainte. « Disons que tu as été serveur ou serveuse pendant 20 ans, on te donne un poste de gestion, mais sans te former adéquatement. [...] Être au service, c'est pas la même chose que de gérer des équipes! », déclare-t-elle. Selon l'intervenante, des changements s'imposent autant dans la structure que dans la culture du milieu.

Depuis la vague de dénonciations de l'été 2020, Noémie André affirme que l'intérêt des gestionnaires de restaurants à prévenir les violences à caractère sexuel a augmenté. « Pour nous, le nombre de sessions [de sensibilisation] a vraiment explosé depuis cet été-là », affirme-t-elle.

Aujourd'hui, Rosalie est serveuse dans un autre restaurant. Elle affirme s'y sentir plus en confiance, mais elle insiste : le monde de la restauration a encore du pain sur la planche pour assurer la sécurité de ses employé(e)s. « C'est important de savoir que s'il arrive quelque-chose, on va être protégé(e)s. [...] C'est ça qui donne la force d'imposer ses limites et de les défendre », conclut-elle. 🗣️

*Nom fictif pour préserver l'anonymat



CULTURE

NUMÉRIQUE

OnlyFans comme galerie d'arts virtuels

Les utilisateurs et utilisatrices ne proposent plus seulement du contenu pour adultes à leurs abonné(e)s

SOPHIE MEDIAVILLA-RIVARD

Des artistes visuel(le)s à musicien(ne)s, plusieurs se tournent vers OnlyFans pour vendre et promouvoir leurs œuvres. Le Montréal Campus plonge au cœur de ce réseau social popularisé par son contenu à caractère sexuel pour comprendre ce qu'il a à offrir au milieu des arts.

Depuis sa création en 2016, OnlyFans permet à divers artistes de publier du contenu exclusif. L'auditoire débourse ensuite le montant d'argent demandé par son créateur ou sa créatrice pour y avoir accès. Si les travailleurs et les travailleuses du sexe se sont approprié(e)s ce réseau social, il se destine initialement à promouvoir du contenu de tout genre. La simplicité du site web, la commission demandée de seulement 20% et le faible niveau de censure expliquent en partie cet engouement.

« C'est une plateforme qui offre plusieurs options qui permettent d'user de créativité de différentes façons », souligne Ariel Rebel, une artiste québécoise qui utilise OnlyFans depuis maintenant quatre ans. Reconnue pour son contenu érotique, elle s'est également mise à peindre durant la pandémie. En plus de vendre ses toiles sur Etsy, un site de vente en ligne spécialisé dans les créations personnelles, elle peint aussi en direct sur son compte OnlyFans.

Sortir des sentiers battus

Tobias Chung, un photographe et vidéaste de voyage qui montre son travail sur OnlyFans, pense que ce réseau social est une bonne option pour sortir des sentiers battus. « J'avais l'impression que d'autres réseaux sociaux comme YouTube étaient trop saturés pour y faire une nouvelle chaîne, [tandis] qu'OnlyFans était de plus en plus populaire », évoque-t-il.

Les artistes rejoignent aussi un public plus varié grâce à cette plateforme, remarque Nicole Russin-McFarland. L'artiste multidisciplinaire a eu un compte sur ce réseau social durant six mois. OnlyFans a été pour elle un tremplin vers le monde du cinéma, lui permettant notamment de recevoir des offres d'auditions pour divers films. « En tant que cinéaste, je voulais rejoindre des gens qui sont généralement exclus



ÉDOUARD DESROCHES MONTRÉAL CAMPUS

Militante, étudiante, youtubeuse et créatrice sur les réseaux sociaux, Naïla Rabel porte plusieurs chapeaux et offre à ses admirateurs et ses admiratrices du contenu érotique mais aussi de la photographie boudoir sur OnlyFans.

de l'élitisme des arts de performance », énonce-t-elle.

Vivre de son art sur OnlyFans

Naïla Rabel, connue sur les réseaux sociaux sous le pseudonyme de « La grosse qui fait des vidéos », publie sur OnlyFans de la photographie boudoir et des vidéos érotiques sur demande. La modèle explique que ce n'est pas un site de vente traditionnel. « Tu ne mets pas les items que tu désires dans un panier. Par exemple, pour acheter une œuvre, tu dois donner un pourboire à l'artiste durant une vidéo et il ou elle va te l'envoyer par ses propres moyens », illustre-t-elle.

Ariel Rebel détaille que les gains financiers qu'elle fait pour ses toiles se divisent entre les frais mensuels que payent ses abonné(e)s, le pourboire qu'elle reçoit dans ses vidéos en direct et ses ventes sur Etsy. « J'ai fait de bons revenus avec ma peinture, soit environ 4000\$ [au total] depuis que j'ai commencé, mais c'est officiel que ma notoriété est déjà bâtie avec [le contenu pour adultes] qui aide beaucoup », admet-elle.

Tobias Chung, pour sa part, vend rarement son travail sur OnlyFans. Il en fait une utilisation plus axée

vers le partage et la promotion de son art. « Je crois fermement qu'il est possible d'en vivre à 100 %. Ça dépend seulement de l'effort et du temps qu'on y investit », affirme-t-il tout de même, en ajoutant que diversifier ses plateformes est une option à privilégier.

L'entreprise basée au Royaume-Uni a aussi débloqué un fonds créatif de 100 000\$ afin d'aider les artistes à propulser leur carrière. Pour sa première édition en 2021, OnlyFans cernera quatre talents de la scène musicale britannique à récompenser.

L'art de faire sa promotion

Si générer des revenus sur OnlyFans peut sembler simple, un grand travail de marketing se cache derrière les comptes qui y prospèrent. « C'est vraiment difficile de s'y faire découvrir, parce qu'il n'y a pas de pages promotionnelles », mentionne Ariel Rebel. Les artistes doivent alors faire leur propre promotion pour attirer des abonné(e)s vers leur compte, en se bâtissant une communauté d'admirateurs et d'admiratrices sur d'autres réseaux sociaux s'ils et elles ne sont pas déjà connu(e)s.

Outre cette contrainte de visibilité, Tobias Chung réalise que la plupart des utilisateurs et utilisatrices d'OnlyFans ne sont pas à la recherche du type d'art qu'il propose. « En raison de la nature de la plateforme, ça peut être difficile de créer de vraies connexions. Il y a un grand nombre de personnes qui cherchent seulement du contenu [adulte] », déplore-t-il.

Si les artistes ont le champ libre pour publier du contenu à caractère sexuel, Naïla Rabel rappelle que la censure reste présente à certains niveaux. L'action de fumer, la présence de sang et le contenu aux caractères violent et discriminatoire

sont, entre autres, inacceptables sur la plateforme.

Entre partage et rencontre

Naïla Rabel pense que certains types d'art se prêtent plus à OnlyFans. « Ça peut être très avantageux [de] vendre de l'art érotique. S'il n'y a pas de nudité ou de sexualité, les gens peuvent aller l'acheter sur un site web où l'on n'a pas à donner de commission », note-t-elle.

Cependant, Nicole Russin-McFarland ne croit pas que les œuvres proposées sur cette plateforme doivent être érotiques pour intéresser les consommateurs et les consommatrices. « Mon compte n'était aucunement sexy, et la façon dont j'en ai fait la promotion m'a tout de même permis de faire des rencontres positives », dit-elle.

Ariel Rebel décrit sa clientèle comme étant très diversifiée, réel miroir de la société. « L'art rejoint tout le monde. [...] Il y a des couples, des femmes seules, des hommes seuls, des jeunes, des personnes âgées, etc. », énumère-t-elle. Selon elle, si les créateurs et les créatrices de contenus sont passionné(e)s et fier(ère)s de leur travail artistique, ils et elles trouveront une belle vitrine pour l'exposer sur OnlyFans. 📸

« Je crois fermement qu'il est possible d'en vivre à 100 % »

Tobias Chung, photographe et vidéaste



CULTURE

En coulisses

CHRONIQUE

Quand la politique s'immisce en culture

LAETITIA ARNAUD-SICARI

Le mythique cours d'Éthique et culture religieuse (ECR) sera remplacé par un autre, dont le contenu demeure un mystère. Si plusieurs expert(e)s jugeaient la réforme nécessaire, on peut se demander s'il est problématique que le parti au pouvoir se donne le droit de définir ce qu'est la culture.

Afin de remodeler le contenu du cours, une consultation publique a eu lieu du 10 janvier au 21 février 2020 ; au cours de celle-ci les Québécois(es) devaient se prononcer sur les enjeux qu'ils et elles souhaitent voir abordés dans le cours.

Sans même attendre les résultats de cette consultation, le cours Culture et citoyenneté québécoise a vu le jour. Il devrait être intégré « progressivement dans les écoles dès la rentrée 2022 et mis en œuvre dans l'ensemble du réseau à la rentrée 2023 », selon le ministère de l'Éducation.

« Il y a des dizaines, voire des centaines de définitions différentes, sinon concurrentes, du mot culture. Lorsque le mot est employé au singulier, on est vraiment en droit de s'inquiéter », pense le professeur titulaire en histoire à l'Université de Montréal, Ollivier Hubert.

En analysant le nom du cours, M. Hubert, qui se spécialise dans l'histoire culturelle du Québec, craint le traitement que subirait la culture dans ce programme. Il semblerait qu'elle soit limitée aux frontières du provincial au lieu d'être considérée comme « un espace de création définie par son instabilité », selon le professeur. Miroir de la société, la culture est plurielle et en constante évolution.

Il n'est pas étonnant de constater que le cours Culture et citoyenneté québécoise suit la même lignée identitaire que la Coalition Avenir Québec (CAQ), parti qui se dit ouvertement nationaliste.

« Les citoyennes et les citoyens de partout dans le monde sont déjà soumis à une propagande nationaliste constante, qui s'insinue avec toujours plus de force dans les espaces médiatiques. Faut-il vraiment en rajouter avec un cours? », se questionne d'ailleurs Ollivier Hubert.

Le 22 novembre dernier, le gouvernement provincial a annoncé un investissement de 50 millions de dollars sur cinq ans pour inciter

les jeunes à s'intéresser à la culture dans les écoles et dans les bibliothèques. Évidemment, le contenu sera « majoritairement québécois », selon *La Presse*.

Consommer des œuvres culturelles et artistiques québécoises n'a rien de négatif, au contraire : nous devons être fier(e)s de nos joyaux d'ici, même s'ils ne plaisent pas à tous et à toutes.

Par contre, il est dommage de constater que nous nous replions : ce nouveau cours semble en être la conséquence. Cette tendance n'est pas unique à notre province, indique M. Hubert.

Dans un article paru le 10 janvier 2020 dans *Le Devoir*, le ministre de l'Éducation Jean-François Roberge avait expliqué qu'une révision du cours d'ECR s'imposait pour le moderniser. Sa version actuelle a été implantée lorsque le gouvernement libéral de Charest était au pouvoir en 2008.

La propagation de certains stéréotypes, le manque de regard critique sur l'aspect religieux et la trop grande importance accordée aux religions dans le cours d'ECR sont quelques-unes des critiques émises par les personnes qui s'y opposent.

Malgré ces reproches, exposer les jeunes à une culture variée est primordial. S'ouvrir au monde permet de mieux le réinventer. Accepter le fait qu'il y a des bagages culturels différents qui coexistent ensemble, c'est se munir d'un outil qu'on appelle la tolérance. D'ailleurs, celle-ci réussit à abattre toutes les barrières érigées par la peur, voire la haine de l'inconnu. Malheureusement, le gouvernement caquiste prône une force dans l'unité, alors qu'elle devrait être dans la diversité.

Bon, sachez que le but de cette chronique n'est pas de condamner ce cours. Il semble y avoir du bon aussi.

D'après le ministère de l'Éducation, des enjeux reliés à la violence conjugale, au numérique et à l'environnement feront partie du cursus. Ce sont des thématiques nécessaires à aborder, et qui sont au cœur des préoccupations.

Par contre, il est normal de s'inquiéter d'un potentiel manque de transparence quant à la direction que pourrait prendre ce cours. Il faudra attendre encore un peu pour voir ce qu'il nous réserve. ♦

ÉGALITÉ DES SEXES

Rallier pour la parité en musique au Québec

AUGUSTIN DE BAUDINIÈRE

Fondé en avril 2021, le réseau Différences et inégalités de genre dans la musique au Québec (DIG !) s'est allié à cinq organismes pour installer la parité dans le milieu de la musique québécoise encore très masculin.

Dans les dix dernières années, seules 9,7 % des chansons ayant figuré dans le palmarès des 100 titres les plus diffusés sur les ondes de la station radio CKOI étaient interprétées par des femmes. En 2019, un quart de chanteuses figuraient dans les programmations des festivals québécois, selon des chiffres récoltés par *Radio-Canada*.

Pour favoriser l'équité dans l'industrie de la musique, Vanessa Blais-Tremblay, professeure au département de musique de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), a regroupé, au sein du réseau intersectoriel DIG !, cinq organismes préoccupés par le sujet. Parmi ceux-ci, on retrouve le collectif Femmes en musique (F*EM) qui avait dénoncé en mai 2017 les inégalités et le sexisme inhérents au milieu.

S'unir pour agir

Subventionnés par le Programme d'aide financière à la recherche et à la création (PAFARC) institué par le Service aux collectivités de l'UQAM, les organismes affiliés à DIG ! ont réalisé ensemble une cartographie inclusive en ligne. Elle répertorie des bottins et des informations sur les subventions et sur les formations accessibles aux musiciens et aux musiciennes du Québec. « Ça facilite beaucoup la navigation entre de nombreuses ressources, pas juste en ce qui concerne le soutien aux artistes en détresse, mais tout ce qui est pertinent pour toute personne dans le domaine de la musique », indique Vanessa Massera, musicienne et représentante du collectif F*EM.

En janvier 2021, Vanessa Blais-Tremblay a lancé une demande de contributions pour établir un portrait des enjeux concernant la musique et les inégalités de genre au Québec. Elle a reçu cinquante signalements d'intérêt de la part d'anthropologues, de sociologues, de chercheurs, de chercheuses



PHOTO : ZOÉ ARCAND

La représentation des femmes en musique fait son chemin, tout comme au festival Les Francouvertes.

et d'artistes qui ont accepté de partager leur savoir pour faire avancer la cause. Des interprètes comme la chanteuse Safia Nolin et la trompettiste Émilie Fortin — l'une des seules présentes en musique classique — ont ainsi pu témoigner leurs expériences professionnelles.

En organisant des activités et des réunions, DIG ! tente de mettre en relation plusieurs environnements. « Chaque événement appelle différents publics. Parfois, ce sont des artistes ou des chercheurs universitaires. Quelquefois, c'est plus le milieu organisationnel », précise Vanessa Blais-Tremblay.

Selon cette dernière, l'intérêt de l'auditoire pour le sujet ne cesse de grandir. Au fur et à mesure que le réseau s'étend, de nouvelles personnes se greffent aux initiatives qui luttent contre les inégalités de genre dans la musique.

Des initiatives innovantes

Les réunions et les conférences organisées par DIG ! ont déjà eu un impact significatif. La Guilde des musiciens et musiciennes du Québec a créé un comité Femmes et diversité à la suite d'une rencontre avec l'organisation. L'Union des artistes (UDA) a également monté une commission similaire pour que les personnes issues des minorités se sentent incluses.

De son côté, Musicaction, un organisme à but non lucratif qui appuie les productions indépendantes francophones et ses artistes, a développé un projet de

soutien aux travailleurs et aux travailleuses autonomes qui deviennent parents. « Lorsqu'ils ou elles prennent un congé parental, ils ou elles ne peuvent pas accepter de contrats pendant une longue période, ce qui fait en sorte que les ensembles qui les engageaient vont les remplacer par quelqu'un d'autre », explique Vanessa Blais-Tremblay.

En effet, ces artistes n'ont pas l'assurance de retrouver leur ancien emploi. Ainsi, la fondation propose notamment de payer un gardien ou une gardienne d'enfants pour accompagner le nouveau-né et son parent en spectacle afin de faciliter la réinsertion.

Un manque de diversité

Selon Vanessa Massera, c'est aussi le système éducatif qui doit être amélioré afin que les personnes minorisées persévèrent dans leur apprentissage et apparaissent plus sur la scène musicale à terme.

L'eurocentrisme, présent en particulier dans les formations universitaires en musique contemporaine et classique, éclipe le patrimoine musical de cultures différentes.

« Si ces personnes quittent le circuit, elles ne peuvent pas être représentées dans la musique contemporaine sur le long terme. Il y a un rôle à jouer sur l'accessibilité par rapport à ce qui existe déjà. C'est un exemple à donner pour les prochaines générations », conclut-elle. 🗣️



CULTURE

ARTS DE LA SCÈNE

Les drag kings sous les projecteurs montréalais

FLAVIE BOIVIN-CÔTÉ

Alors que l'univers des *drag queens* s'inscrit dans la culture populaire internationale, notamment grâce à l'émission *RuPaul's Drag Race*, la place minime occupée par les femmes dans la communauté *drag king* pousse à la réflexion.

« Le drag king est encore trop souvent associé à tort au simple "déguisement", ou réduit à une pratique qui serait "le contraire du drag queen". Les pratiques *drag king* peuvent se manifester sous diverses formes », explique le doctorant en sociologie de la sexualité à l'UQAM Clark Pignedoli.

Selon l'expert, le terme « *drag king* » regroupe de nombreuses pratiques ayant un dénominateur commun : le fait de reproduire, sur et à travers son corps, une masculinité. Dans certains cas, il s'agit d'un personnage masculin puisant dans un catalogue d'objets, d'accessoires et de techniques corporelles et, parfois, dans un répertoire performatif.

Place aux femmes !

Que ces pratiques se fassent sur scène ou dans l'intimité, l'univers des *drag kings* est bel et bien en expansion : Rock Bière, RV Métal et Niko Lubie le prouvent. Ces trois performeurs montréalais, ayant participé au concours *Drag-Moi*, produisent un spectacle tous les deux mois, dont les billets sont tous vendus à chaque représentation.

Pourtant, un clivage bien réel existe toujours entre l'univers des *drag kings* et celui des *drag queens*. En effet, selon Rock Bière et RV Métal, moins de femmes sont attirées vers le domaine de la drag. « Je pense que c'est dû au fait que la communauté LGBTQ+ est dirigée majoritairement par des hommes blancs cisgenres et je pense que les femmes se sentent peut-être un peu moins impliquées là-dedans », avance RV Métal.

Un geste politique

Aux yeux de Rock Bière, le public est très réceptif aux spectacles de *drag kings*. Pourtant, question de choix ou de logistique, les cabarets *drag* produisent moins de spectacles de *drag kings* que de *drag queens*.



ÉDOUARD DESROCHES MONTRÉAL CAMPUS

Les drag kings Rock Bière et RV Métal font découvrir leur art encore marginalisé dans l'univers du drag.

Clark Pignedoli abonde dans le même sens en soulignant que le faible nombre de spectacles de *drag kings* n'est pas synonyme d'un manque d'intérêt du public. Selon le chercheur, il est plutôt question d'enjeux précis liés à la misogynie et à l'histoire de l'univers *drag*.

« Les cabarets étaient des espaces de survie pour les femmes trans et les personnes travesties qui y travaillaient comme danseuses et performeuses », rappelle M. Pignedoli. Si elles étaient criminalisées dans l'espace public, leur présence était tolérée au sein de ces espaces où elles pouvaient travailler.

Lorsqu'il aborde l'histoire des femmes cisgenres et des personnes transmasculines, Clark Pignedoli explique que « dans le passé, le fait de porter des vêtements du genre opposé à celui attribué à la naissance était une pratique qui relevait plutôt du besoin de passer inaperçu pour pouvoir mener des existences ou des métiers interdits à leur genre d'assignation ».

M. Pignedoli conclut en ajoutant que dans la société, la mise en scène caricaturale ou hyperbolique de la féminité est beaucoup plus tolérée que la caricature de la masculinité. Selon lui, si rire des hommes en les personnifiant sur la place publique était un geste politique lourd de conséquences durant des siècles, il est plutôt perçu comme un geste libérateur en 2021.

« On essaie de faire un statement politique en riant ouvertement de la masculinité toxique », explique Niko Lubie.

Une scène à revendiquer

« Je dois dire qu'en ce moment, on peut tout de même observer une montée du phénomène de *drag king* alors qu'il y a quelques années, il n'y en avait que trois ou quatre [à Montréal]. Dans la ville de Québec, par exemple, il n'y en a qu'un seul », déclare Niko Lubie.

Pourtant, les *bookeurs*, professionnel(le)s chargé(e)s de réserver les lieux de représentations pour les artistes semblent encore réticent(e)s à donner un espace public aux spectacles de *drag kings*.

Malgré l'apparence ouverte et libertine de l'univers des *drag kings*, la profession est encore sujette à beaucoup de jugements. « Les *drag kings* doivent se donner 1000 fois plus que les *drag queens* pour être bookés dans un spectacle. Il y a très peu de *bookeurs* et de producteurs qui vont prendre des *drag kings* dans leurs shows », avoue Niko Lubie.

Tour à tour, les trois performeurs confient des histoires les ayant marqués. Jusqu'à tout récemment, certains cabarets refusaient de produire leurs numéros. Cependant, les trois artistes s'entendent pour dire qu'assister à un spectacle de *drag kings*, c'est adopter cet univers-là pour la vie.

« Il s'agit d'initier les gens au *drag king* et ensuite, le tour est joué », explique RV Métal. Nos spectacles sont sold-out et les gens continuent de venir parce qu'ils adorent ça dès la première fois. Notre but premier comme performeurs, c'est de faire découvrir notre univers hyper riche aux gens et de leur montrer ce dont on est capables. »

En coulisses

CHRONIQUE

Représenter pour mieux effacer

ROXANNE LACHAPPELLE

Méconnue et effacée, l'asexualité demeure encore très peu comprise par le grand public. Pas étonnant que la représentation culturelle, tant télévisuelle que cinématographique, de cette orientation sexuelle soit tout aussi faussée.

« C'est qu'une phase », « Tu ne peux pas savoir tant que tu n'as pas eu de relations sexuelles », « Tu n'as juste pas rencontré la bonne personne » : la communauté asexuelle est submergée de stéréotypes et d'idées préconçues.

Presque inexistante de notre paysage culturel, l'asexualité représentée dans la culture reflète trop souvent ces stéréotypes.

Dans une entrevue pour le magazine *Elle UK*, le réalisateur de la série britannique *Sherlock* explique que le personnage principal est « asexuel dans un but ; non parce qu'il n'a pas de libido, mais pour faire son travail. »

« Ce qu'il décrit dans cette interview n'est pas l'asexualité, mais le célibat, le fait de choisir de s'abstenir de relations sexuelles pour une raison donnée », souligne le chercheur américain Darren Jacob Tokheim dans sa thèse *When the invisible become visible: how asexuality is represented in popular culture*. Choisir de mettre de côté sa sexualité pour son travail, ce n'est pas de l'asexualité.

L'asexualité n'est pas un choix, et encore moins un symptôme d'une maladie, comme le suggère le protagoniste de la série américaine *House*. Dans celle-ci, les seuls personnages asexuels sont soit des menteurs et des menteuses, soit des personnes malades. Une représentation néfaste qui, comme l'explique Darren Jacob Tokheim, « pourrait amener les personnes asexuelles à hésiter davantage à [en] parler à leurs amis et à leur famille qu'elles ne l'auraient [fait] autrement, de peur d'être accusées de mentir. »

Mais la plupart du temps, cette représentation est tout simplement inexistante. Rares sont les personnages qui sont asexuels, mais il est encore plus rare que cette sexualité soit nommée. Trop souvent, le public est laissé avec ses propres suppositions face à un personnage qui exprime peu d'intérêt envers la sexualité ou

les relations amoureuses.

On peut penser au personnage Dexter, de la série américaine du même nom, et Sheldon Cooper (*Big Bang Theory*). Ces deux personnages sont souvent présents dans les discussions sur l'asexualité, pourtant, ni l'un ni l'autre ne l'exprime verbalement.

Cependant, l'importance d'une visibilité assumée n'est plus à prouver. « L'aspect de l'auto-identification est important parce que les [personnes] asexuelles ont été si cruellement sous-représentées dans la culture populaire », explique Darren Jacob Tokheim.

Bien que les personnes asexuelles représentent seulement 1 % de la population mondiale, les invisibiliser du regard culturel, c'est refuser d'encourager et de tendre vers l'inclusion de cette orientation sexuelle.

Depuis la moitié des années 2010, la représentation semble s'être améliorée. Si des œuvres comme *The Olivia Experiment* et *BoJack Horseman* offrent un portrait plus juste — mais tout de même imparfait — de l'asexualité, les lacunes de cette représentation sont immanquables.

Todd, dans *BoJack Horseman*, est fier de son orientation sexuelle qu'il apprend à accepter. Il en parle ouvertement, et est entouré d'amis(e)s qui l'écoutent et l'aiment. Cependant, plusieurs ami(e)s dans le groupe évoquent l'idée que l'asexualité est déterminée par les comportements sexuels d'un individu, et non par l'attraction qu'il pourrait éprouver. Cette idée n'est pas démentie dans la série.

Mais la plupart du temps, l'asexualité reste presque introuvable, surtout dans les œuvres populaires et les films hollywoodiens. La situation au Québec n'est pas plus rose.

Quelques rares documentaires, comme un épisode de la série *Sexplora*, paru en 2016, parle d'asexualité. Autrement, l'asexualité est, une fois de plus, invisible.

Une représentation de l'asexualité basée sur des suppositions faites par le public n'est pas suffisante. Nommer cette orientation sexuelle est une façon pour la communauté asexuelle de se sentir valorisée. Une représentation juste et ouvertement exprimée est un pas de plus pour façonner la perception de cette orientation sexuelle marginalisée. ❖



CULTURE

ART VIVANT

La nourriture de la table à la scène

Dans l'art performatif, des créateurs et créatrices utilisent les aliments comme symbole

ÉLISE FIOLA

Mise sur scène, la nourriture devient un outil pour évoquer les sens. Depuis des années, les artistes emploient les aliments à différentes fins artistiques. Que ce soit pour sa matérialité ou ses significations variées, la nourriture agit en symbole dans l'art de la scène.

Mélanie Boucher, autrice du livre *La nourriture en art performatif*, souligne que les aliments sont rattachés à une forme de matérialité. Une fois placés dans un cadre de création artistique, les liquides sont souvent utilisés pour leur caractère « insaisissable », en plus de référer aux fluides corporels.

L'art vivant sort les aliments de leur assiette. « *Tout devient symbole* », affirme Mélanie Demers, artiste pluridisciplinaire, qui a déjà travaillé avec la nourriture en création. « *Ce n'est pas la même chose de faire manger une pomme à une femme ou à un homme que de faire manger une banane à une personne noire ou à une personne blanche* », ajoute-t-elle. La portée de la connotation d'un aliment est alors une partie intégrante des choix artistiques. Elle motive parfois l'utilisation d'un aliment dans la création, avec comme objectif de conserver sa symbolique ou de la détourner.

Attabler pour expérimenter

La nourriture ramène le spectateur ou la spectatrice à sa condition, selon Mme Demers, puisque « *l'humain est une nature morte* ». Par cette affirmation, elle met en parallèle l'évolution d'un aliment à celle de l'humain. « *Un spectacle, c'est de se regarder dépecer ensemble, c'est de prendre un peu de temps pour voir comment le temps nous traverse et éventuellement nous amène à notre finitude, à notre fin, à notre mort, à notre putréfaction* », analyse l'artiste.

« *La performance et la nourriture partagent cette [notion de temporalité]* », remarque l'artiste Annie Maheux, qui crée des œuvres qui s'inscrivent dans le mouvement *Eat Art* depuis une dizaine d'années. Ce courant artistique, apparu en 1960, place la nourriture au cœur



PHOTO : ANNIE MAHEUX

L'artiste Annie Maheux s'inscrit dans le « Eat Art », un mouvement artistique qui place la nourriture au cœur de la création.

de la création. Animée par l'art qui valorise les relations entre la scène et le public, Mme Maheux trouve que la nourriture est un élément simple et viscéral. C'est aussi une composante parfaite pour mettre en œuvre les rapports humains et explorer son sens artistique.

L'autrice Mélanie Boucher estime que l'apport de nourriture dans une œuvre sert à « *aborder des enjeux relatifs à soi, dans son être pensant et charnel*. [On s'en sert également] *pour traiter des enjeux portant sur la relation du soi et de l'autre*. » Au théâtre, la scène du repas est souvent utilisée comme prétexte pour dévoiler les dynamiques familiales et interpersonnelles, par exemple.

« À la présence de nourriture, les sens du spectateur sont déjà plus aux aguets. »

Annie Maheux, artiste

Les sens au menu

« *On dirait qu'à la présence de nourriture, les sens du spectateur sont déjà plus aux aguets. Il y a comme une tension dans le corps à l'idée de peut-être consommer de la nourriture ou de la voir inconsommable* », ajoute Annie Maheux. Pour elle, ce sont des caractéristiques qui se rapportent à l'essence de l'art, soit une façon de provoquer des sensations, une attirance ou une répulsion.

« *Ce que je préfère, c'est mettre le matériel de l'avant et le partager pour que chacun ait sa propre expérience* », explique Mme Maheux. L'artiste montréalaise se sert, entre autres, du « *charisme de la nourriture* » pour intriguer, recevoir et faire participer des personnes qui sont peut-être nouvelles en art.

Ainsi, un public novice peut se sentir plus accueilli lorsqu'on lui partage une scène où la nourriture est mise de l'avant. Cette connotation chaleureuse attribuée à un repas en collectivité inspire la confiance et permet aux spectateurs et aux spectatrices d'approcher cet art avec un esprit ouvert.

Ce procédé artistique est en effet répandu. « *De nombreux artistes utilisent de la nourriture pour établir des relations concrètes et idéelles entre les visiteurs participants et*

leurs projets », souligne Mélanie Boucher.

Dans sa pièce *Eat Art in the Klondike* présentée au Bass Canyon Festival aux États-Unis, Annie Maheux s'inspire du passé pour offrir une expérience empreinte d'histoire. Les participant(e)s ayant dessiné sur des étiquettes de boîtes de conserve ont créé une œuvre collective qui fait un clin d'œil à l'alimentation de l'époque et aux origines du territoire.

L'art en plat principal

La symbolique de la nourriture peut varier selon la compréhension de son histoire et de son interprétation. Nombreux sont les éléments culturels qui modèlent la relation avec l'alimentation : les rapports quotidiens avec la nourriture, les troubles alimentaires, l'image corporelle, les goûts personnels, etc.

Ce médium sensoriel ramène aussi à l'identité par l'odeur, l'approche et les rites qui y sont associés. « *Les Québécois sont habitués à jouer avec de la bouffe. [...] Des fois c'est le fun d'aller dans des sociétés plus traditionnelles, moins gourmandes, pour les surprendre davantage* », remarque Mme Maheux, qui a fait voyager ses œuvres aux quatre coins du monde. Mélanie Demers met aussi l'accent sur l'impact que peut avoir

l'utilisation de la nourriture en fonction du public devant lequel l'œuvre est présentée.

Fringale écoresponsable

Bien que la surconsommation et le gaspillage soient des préoccupations grandissantes, certains membres de l'auditoire sont touchés par l'utilisation de la nourriture. « *J'ai l'impression que ce que l'art vivant révèle, c'est le réel*. [La différence, c'est] *le fait d'être témoin, de voir des gens ingurgiter et gaspiller*. [En art vivant] *ça arrive sous nos yeux, alors que dans le cinéma on ne se pose pas la question : "qu'est-ce qui arrive avec le hamburger après ?"* », exprime Mélanie Demers.

À l'époque où la conscientisation vis-à-vis de la crise climatique prend de l'ampleur, Annie Maheux remarque que la majorité de la population partage des préoccupations écologiques. Cela se fait aussi ressentir à travers le processus et les choix artistiques. « *Je pense que la plupart des artistes font une recherche [pour savoir] d'où vient la nourriture des producteurs et, si elle est choisie dans un endroit qui est commercial et qui ne partage pas nécessairement une éthique environnementale, c'est souvent un choix conscient [de leur part]* », conclut-elle. 🌱

Angles morts

CHRONIQUE

PLAIDOYER POUR UNE LANGUE INCLUSIVE

SAMIRA AIT KACI ALI

En septembre, le *Montréal Campus* publiait un article étayant les avantages de l'écriture inclusive pour les personnes qui sortent du cadre de la binarité. En tant que vigie de la diversité et de l'inclusion au sein de l'équipe du journal, je ne pouvais que me réjouir d'une telle initiative ; le but était d'informer la communauté étudiante de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) sur les diverses façons d'adapter la langue pour que tout le monde soit représenté.

Au lendemain de la publication, des *trolls* — personnes qui commentent dans le but de créer la polémique à l'aide de contenus controversés — ont pris d'assaut la section des commentaires de la publication Facebook du journal. L'intolérance était au rendez-vous. Avec des « *tellement ridicule, votre affaire* » et des « *Martine Delvaux, une qui dit des conneries* » en passant par « *les personnes non-binaires ne sont pas une réalité* », force est de constater que l'ouverture d'esprit est encore loin d'être un réflexe acquis pour plusieurs.

Je suis donc allée à la rencontre de la professeure en linguistique de l'UQAM Elizabeth Allyn Smith, qui se spécialise en philosophie du langage, afin qu'elle pose un regard extérieur sur les commentaires qui revenaient le plus souvent. Les personnes qui s'opposent à l'écriture inclusive ont-elles raison de le faire ?

« **Les personnes qui s'identifient comme non-binaires sont objectivement des femmes et des hommes, elles ne sont pas exclues par les règles actuelles.** »

Devant cet argument, Mme Smith est sans équivoque. « *Il s'agit de l'interprétation de l'individu qui commente et [qui] ne prend pas en compte la perception des personnes qui ne se reconnaissent pas dans la langue* », déclare-t-elle.

L'emploi du mot « *objective-ment* » renvoie à la conception biologique du sexe alors que la non-binarité fait référence à



MANON TOUFFET MONTRÉAL CAMPUS

L'Office québécoise de la langue française déconseille encore l'utilisation du pronom iel, mais encourage tout de même l'écriture épïcène.

l'expression de genre. La linguiste précise que, d'un point de vue sociologique, ces deux aspects de l'identité sont distincts.

Les personnes non-binaires rejettent les étiquettes de femme ou d'homme, indépendamment de leur sexe assigné à la naissance. Elles sont exclues par les règles de grammaire traditionnelle dans la mesure où il n'existait pas de pronoms neutres pour les désigner jusqu'à tout récemment. Le 19 novembre dernier, le dictionnaire du Petit Robert annonçait l'entrée officielle des pronoms iel et ielle, ainsi que leur pluriel au sein de ses pages. Ces pronoms peuvent être utilisés pour parler d'une personne, quel que soit son genre.

Cette initiative a secoué le monde de la francophonie. Plusieurs dissidents et dissidentes, comme le ministre français de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, Jean-Michel Blanquer, craignent que l'ajout de ces pronoms rende la langue illisible. Le dictionnaire Larousse s'est également opposé à ce changement. Selon leur lexicologue, Bernard Cerquiglini, l'utilisation des pronoms n'est pas suffisamment répandue dans le langage courant pour justifier son intégration dans le dictionnaire.

Le directeur général du Robert, Charles Bimbenet n'est pas d'accord. « *Depuis quelques mois, les*

documentalistes du Robert ont constaté un usage croissant du mot iel », a-t-il répliqué.

« **L'écriture inclusive est un péril mortel pour la langue française. C'est l'Académie française qui le dit. Seule l'Académie française est garante du bon usage.** »

Mme Smith laisse échapper un long soupir, puis elle enchaîne : « *en linguistique, nous remarquons qu'une langue est condamnée à évoluer. On n'a jamais vu une seule langue sur la planète qui n'a pas évolué* », affirme-t-elle.

Par ailleurs, il semblerait que la langue était plus épïcène à l'époque médiévale. Il y a beaucoup de professions féminines, comme celles des autrices, qui ont été effacées du français aux alentours du 17^e siècle, avant d'être réintégrées par l'Office québécois de la langue française en novembre 2019.

Auparavant, il était courant de faire l'accord avec le féminin lorsqu'une majorité de femmes étaient désignées. Puis, Claude Favre de Vaugélas, grammairien français, décide en 1647 que « *le genre masculin étant le plus noble, doit prédominer toutes les fois*

que le masculin et le féminin se trouvent ensemble ».

« *Il y a beaucoup trop de francophones qui pensent que la langue appartient à l'Académie française, alors que concrètement, elle appartient au peuple* », déplore Mme Smith, qui est convaincue que l'usage courant l'emporte toujours sur la règle.

Elle rappelle aussi que l'Académie n'a pas de pouvoir normatif sur la langue, puisque chaque personne est libre de s'exprimer à sa façon. En d'autres mots, la langue peut et doit évoluer grâce aux gens qui l'utilisent. Crois-moi, Dany Laferrière a d'autres choses à faire que de t'enlever des points pour des fautes d'orthographe lorsque tu féminises un courriel invitant tes collègues à une fête de bureau.

« **[Les personnes en faveur de l'écriture épïcène et inclusive] sont majoritairement des femmes, des névrosées, toutes sauf féministes !** »

Étrangement, l'auteur de ce commentaire semble avoir mis le doigt sur un phénomène bien documenté en sociologie. Une partie de son argumentaire se

révèle fausse. Il n'existe aucune étude démontrant que les femmes qui militent pour leurs droits et une reconnaissance dans le langage soient toutes atteintes de névrose. Néanmoins, il est vrai que les femmes se trouvent généralement au cœur de la lutte pour l'inclusivité. « *D'ailleurs, c'est souvent des femmes, des femmes adolescentes surtout, qui sont les moteurs de changements dans la langue et dans la culture* », fait remarquer la professeure en linguistique.

« **GROSSE PRIORITÉ !** »

Faisons abstraction du ton ironique, voire moqueur, de ce commentaire pour nous interroger sur la pertinence de mener le combat de l'écriture inclusive. « *Je pense que le langage affecte nos mentalités et l'inverse est aussi vrai. Ainsi, les changements linguistiques facilitent les changements sociaux* », constate la linguiste.

Donc oui, le combat pour l'écriture inclusive représente une priorité. Une priorité pour celles et ceux qui sont épuisé(e)s de voir le masculin l'emporter sur le féminin, pour celles et ceux qui luttent pour la reconnaissance. Une priorité pour celles et ceux qui rêvent d'une société véritablement égalitaire. ❖

Bientôt disponible sur
les ondes de **CHOQ**.ca

LE RETOUR DU



le balado du **MC** **MONTREAL**
CAMPUS

